

Extrait du registre des décisions de la Présidente

Décision n°2023-80

Objet : Convention spéciale de déversement d'eaux usées non domestiques dans le système d'assainissement de la ville de Carpentras avec le syndicat Rhône-Ventoux et Suez Eau France

La présidente de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de la CoVe en matière de gestion des cycles de l'eau ;

Vu l'article L 1331-10 du code de la santé publique autorisant le déversement d'eaux usées non domestiques dans un réseau public de collecte ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°58-23 en date du 3 avril 2023 portant délégation d'attributions à la présidente ;

Vu l'arrêté n°2020-1308 du 15 juillet 2020 portant délégation de signature à monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe ;

Considérant que la CoVe ne peut déverser ses rejets d'eaux usées non domestiques directement dans le milieu naturel et que la collectivité ne dispose pas d'installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

Considérant le projet de convention définissant les modalités administratives, techniques, financières et juridiques engageant chacune des parties ;

Décide

Article 1 : De signer la convention spéciale de déversement d'eaux usées non domestiques dans le système d'assainissement de la ville de Carpentras avec le syndicat Rhône-Ventoux et Suez Eau France.

Article 2 : Le directeur général des services de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Fait à Carpentras, le 13 septembre 2023

Pour la présidente et par délégation,

Le directeur général des services

Laurent Marteau



En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la mise en ligne et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr



DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

~~~~~

**SYNDICAT RHONE - VENTOUX**

~~~~~

VILLE DE CARPENTRAS

~~~~~

**CONVENTION SPECIALE DE DEVERSEMENT  
D'EAUX USEES NON DOMESTIQUES  
DANS LE SYSTEME D'ASSAINISSEMENT  
DE LA VILLE DE CARPENTRAS**

~~~~~

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
VENTOUX COMTAT VENAISSIN
(LA COVE)**

SOMMAIRE

Article 1.	Objet de la Convention.....	5
Article 2.	Caractéristiques de l'Etablissement.....	5
Article 3.	Engagements et obligations de chacun des contractants.....	7
Article 4.	Engagements de responsabilités.....	8
Article 5.	Conditions techniques.....	9
Article 6.	Transmission des données.....	16
Article 7.	Règlement des sommes dues – Actualisation	22
Article 8.	Changement d'activité - Evolution des normes	23
Article 9.	Impossibilité de traitement - Cas de force majeure.....	23
Article 10.	Terme de la Convention.....	24
Article 11.	Transfert.....	25
Article 12.	Durée de la Convention.....	25
Article 13.	Conditions de réexamen de la Convention	25
Article 14.	Clause de revoyure.....	25
Article 15.	Règlements des litiges – Clause compromissoire.....	26
Annexe 1 :	Arrêté Préfectoral ICPE.....	31
Annexe 2 :	Règlement Général du Service Assainissement	33
Annexe 3 :	Plan de masse des installations.....	35
Annexe 4 :	Descriptif du système de prétraitement.....	37
Annexe 5 :	Avis de circonstances exceptionnelles	39
Annexe 6 :	Données initiales	41
Annexe 7 :	Autosurveillance.....	43

Entre :

La Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin (La Cove),

Communauté d'Agglomération, dont l'identifiant Siren est le n° 248 400 053,

pour son **Etablissement Gestion et valorisation des déchets** sis 1171, Avenue du Mont Ventoux – 84200 Carpentras (Siret 248 400 053 00208),

représenté par **Madame Jacqueline BOUYAC** agissant en qualité de **Présidente**, et désigné dans ce qui suit par l'appellation :

« l'Etablissement »,

Et,

Le Syndicat Rhône-Ventoux,

sis 595 Chemin de l'Hippodrome - CS10022 - 84201 CARPENTRAS CEDEX,

représenté par Monsieur **Jérôme BOULETIN**, agissant en qualité de Président et autorisé en vertu d'une délibération du Conseil Syndical du 27 janvier 2022, et désigné dans ce qui suit par l'appellation :

« la Collectivité »,

Et,

SUEZ Eau France SAS,

Agence Vaucluse Alpilles – 1295 Avenue JF Kennedy – CS 30226 – 84226 CARPENTRAS cedex

Direction Régionale Sud-PACA – Parc Cézanne 2 – Bâtiment I – 290 Avenue Galilée – BP 20008 – 13591 AIX EN PROVENCE

Siège social : Tour CB21 – 16 place de l'Iris – 92040 PARIS La Défense Cedex – Tél : +33 (0)1 58 81 50 00 – www.suez.com

Société Par Actions Simplifiée au capital de 422 224 040 Euros – Immatriculée au Registre du Commerce et de Sociétés de Nanterre sous le numéro 410 034 607.

représentée par Monsieur **Arnaud GOIFFON**, agissant en qualité de Directeur de l'agence Vaucluse Alpilles, et désignée dans ce qui suit par l'appellation :

« l'Exploitant ».

AYANT ETE EXPOSE CE QUI SUIIT :

- Considérant que l'**Etablissement** se situe sur la ville de Carpentras et exerce une activité de collecte d'ordures ménagères (OM), de lavage de bennes à ordures et de véhicules de voirie.
- Considérant que l'**Etablissement** ne peut déverser ses rejets d'eaux usées non domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant.
- Considérant que l'**Etablissement** a été autorisé, en application de l'article L 1331-10 du Code de la santé publique, à déverser ses eaux usées non domestiques dans le réseau de collecte d'assainissement de la ville de Carpentras par arrêté syndical en date du **2023**.
- Considérant que pour son raccordement, l'**Etablissement** s'engage à mettre en œuvre à son niveau des équipements assurant le prétraitement et la régulation du rejet de ces effluents garantissant que ces rejets ne dépassent pas la charge polluante autorisée.
- Considérant l'arrêté préfectoral d'autorisation de rejet n° SI 2008-05-27-0060-DDAF du 27 mai 2008, complété par arrêté préfectoral n° 2011332-0015 en date du 28 novembre 2011 pour les RSDE, modifié par un arrêté préfectoral complémentaire du 08 avril 2019 (abrogé), et complété par l'arrêté préfectoral (Dossier n° 84-2021-00322) du 05 juillet 2022, la **Collectivité** dispose d'une station d'épuration des eaux usées dont la capacité nominale est de 74 417 équivalents – habitants.
- Considérant que le système d'assainissement relève de la maîtrise d'ouvrage du Syndicat Rhône-Ventoux et qu'il est actuellement exploité, au titre d'un contrat de délégation du service public signé le 18 octobre 2021, devenu exécutoire le 1^{er} janvier 2022 et qui s'étend jusqu'au 31 décembre 2031, par SUEZ Eau France en sa qualité de Déléguataire.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1. Objet de la Convention

La présente convention définit les modalités complémentaires à caractère :

- administratif,
- technique,
- financier,
- juridique,

que les parties s'engagent à respecter pour la mise en œuvre de l'arrêté d'autorisation de déversement des eaux usées non domestiques de l'**Etablissement** dans le système d'assainissement de la ville de Carpentras.

Ces modalités ont été fixées en tenant compte des contraintes réglementaires et légales applicables à l'**Exploitant** et dans le respect des contraintes techniques d'exploitation des dits ouvrages.

Article 2. Caractéristiques de l'Etablissement

2.1. Etat administratif de l'Etablissement

L'**Etablissement** exploite sur la Ville de Carpentras une activité de **collecte d'ordures ménagères (OM), de lavage de bennes à ordures et de véhicules de voirie.**

2.2. Nature des opérations

Cette activité comporte les opérations suivantes :

- collecte d'ordures ménagères par camions-bennes, sans transit des OM par le site,
- nettoyage / lavage des camions-bennes,
- nettoyage des voiries par véhicules laveurs,
- nettoyage / lavage des véhicules de voirie.

La présente convention est valable pour le lavage de 23 camions par jour.

2.3. Rythme de l'activité

L'activité est lissée sur l'année.

2.4. Produits utilisés par l'Etablissement

A la date de signature du présent document, l'**Etablissement** déclare n'utiliser ni stocker de produits susceptibles dans le cadre de son activité d'être rejetés dans le réseau d'assainissement public.

Il est rappelé que la station d'épuration de Carpentras qui va traiter les effluents de l'**Etablissement**, utilise un procédé membranaire.

Les substances indiquées ci-dessous ne sont pas compatibles avec ce type de traitement et **sont donc strictement interdites au rejet** :

Acéthane
Acétonitrile
Benzène
Dichlorométhane
Diméthylacétamide
Diméthylformamide
Alcool isopropylique
N-méthylpyrrolidine
Silicone
Toluène

2.5. Etat des lieux des ressources et usages de l'eau

A ce jour, les moyens d'adduction en eau déclarés par l'**Etablissement** sont :

N°	Ressource	Comptage	N° compteur	Usage
AEP n° 1	Eau de ville	Oui	C15SB055867	Sanitaires / vannes
AEP n° 2	Forage	Oui	160137998	Lavages

2.6. Etat des lieux des points de rejets des eaux usées

A ce jour, l'**Etablissement** déclare disposer d'un (1) point de rejet :

N°	Adresse	Mode de rejet	Origine des eaux usées	Rejets
EU n° 1	Avenue du Mont Ventoux	Gravitaire	Bureaux et aires de lavages	Assimilés domestiques et non domestiques

Ce point de rejet est équipé à demeure :

N°	Comptage	Méthode de comptage	N° compteur	Préleveur	Commentaires
EU n° 1	Non	Néant	Néant	Non	Non équipé

Avant rejet au réseau d'assainissement public, l'**Etablissement** a mis en place le prétraitement suivant :

N°	Prétraitements	Commentaires
EU n° 1	Séparateur hydrocarbure	-

2.7. Plans des réseaux internes

L'**Etablissement** doit fournir des plans lisibles des installations intérieures d'adduction d'eau et des évacuations ou à défaut un schéma de principe où apparaissent les différents points listés dans les paragraphes **2.5** et **2.6**.

L'**Etablissement** doit fournir des plans lisibles des installations intérieures d'adduction d'eau et des évacuations ou à défaut un schéma de principe où apparaissent les différents points listés dans les paragraphes **2.5** et **2.6**.

Echéance : maximum un an à compter de la signature de la présente convention.



L'absence de fourniture des plans sera sanctionnée par une pénalité financière détaillée au paragraphe **6.6.b**.

Article 3. Engagements et obligations de chacun des contractants

3.1. L'Etablissement :

- doit respecter le règlement du Service d'Assainissement de la **Collectivité** dont un exemplaire est joint à la présente convention (Annexe 2).
- reconnaît être en conformité vis-à-vis des différentes réglementations, notamment en matière de santé publique, de déchets et d'Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.
- s'engage à tenir à la disposition de la **Collectivité** et de l'**Exploitant**, les fiches de sécurités des produits stockés ^{et/}ou utilisés.
- est responsable des ouvrages situés en partie privée de son site de production.
- est tenu de connaître et de maîtriser le flux de pollution déversé de son fait dans le réseau d'assainissement de la **Collectivité**, et de mettre en œuvre toutes les dispositions nécessaires dans l'aménagement interne et l'exploitation de ses installations pour réduire la pollution à la source et minimiser les flux de pollution et les débits raccordés.
- est tenu d'informer dans les meilleurs délais la **Collectivité**, l'**Exploitant** ainsi que les organismes officiels de tout incident ou accident survenus du fait du fonctionnement de ses installations et qui sont susceptibles d'entraîner une non-conformité par rapport aux critères d'acceptabilité définis dans l'arrêté d'autorisation et rappelés dans le paragraphe **5.3** de cette convention.
- s'engage à respecter les termes de la présente convention.

3.2. La Collectivité :

- délivre, en application du code de la santé publique, l'autorisation de déversement dans son réseau collectif d'assainissement des eaux usées non domestiques de l'**Etablissement**,
- accepte les rejets de l'**Etablissement** dans les limites fixées par l'arrêté d'autorisation de déversement,
- fait procéder aux contrôles inopinés,
- peut faire appel aux pouvoirs de Police de M. le Maire.

3.3. L'Exploitant :

- assure la collecte et le transport des eaux usées domestiques jusqu'au système de traitement.
- assure l'entretien et l'exploitation du système d'assainissement (réseau et usine d'épuration) de la **Collectivité**.
- est tenu de faire fonctionner la station de traitement et les ouvrages dans les meilleures conditions possibles et en conformité avec les règles en vigueur, dans la limite de la capacité des ouvrages mis à disposition par la **Collectivité**. Il a la charge de l'évacuation des boues, sous-produits, et déchets du traitement de la station de la **Collectivité** conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.
- est tenu de respecter la réglementation en vigueur applicable :
 - à la collecte et au transport des eaux usées,
 - au rejet de la station d'épuration de la **Collectivité**.

Article 4. Engagements de responsabilités

Sauf en cas de faute ou de négligence du maître d'ouvrage du système d'assainissement ^{et/ou} de l'**Exploitant**, l'**Etablissement** est responsable des dommages aux personnes, aux biens ou à l'environnement, provoqués directement ou indirectement, par les substances qu'il a introduites dans le réseau d'assainissement de la **Collectivité** même s'il a respecté toutes les conditions de la présente convention.

Dans le cas où la responsabilité de la **Collectivité**, ou de l'**Exploitant** serait recherchée par suite de rejet de substances portant atteinte à l'environnement, aux personnes et aux biens, l'**Etablissement** s'engage à fournir, à la première requête, toutes les informations concernant ses effluents, ses enlèvements de déchets pendant la période correspondant au rejet incriminé, et à se substituer à la **Collectivité** dans toutes les actions civiles ou pénales s'il est établi que ces effluents sont à l'origine des dommages.

Dans le cas où l'**Etablissement** ne respecterait pas les prescriptions définies par la présente convention, la **Collectivité** et l'**Exploitant**, après constatation de l'infraction et expertises des dégâts et préjudices provoqués, factureront à l'**Etablissement** le montant des travaux et des charges engagées pour remettre les installations en état de fonctionnement et régler les préjudices occasionnés.

En cas de non-conformité des échantillons prélevés par la **Collectivité** ^{et/ou} l'**Exploitant**, les frais d'analyses seront facturés à l'**Etablissement**.

De la même façon, en cas de dégradation de la qualité des boues compromettant leur évacuation sur la filière de traitement habituellement mise en œuvre (valorisation agricole après compostage), il sera procédé à la recherche de l'établissement responsable de ce dysfonctionnement par des prélèvements sur le réseau, analysé par un laboratoire agréé.

L'ensemble des surcoûts liés à la réalisation de cette procédure de contrôle et à la destruction des boues devenues impropres à l'utilisation agricole sera facturé à l'**Etablissement** s'il est prouvé que la cause en est constituée par le rejet incriminé, sans préjuger des suites judiciaires et pénales éventuelles.

Article 5. Conditions techniques

5.1. Les réseaux

5.1.a. *L'adduction en eau, ressources et usage :*

L'**Etablissement** doit identifier tous ses moyens d'adduction en eau (réseau public d'adduction en eau potable, forage, canaux d'irrigation...) et leurs usages.

Mise en conformité : NEANT

L'**Etablissement** doit comptabiliser séparément la part d'eau consommée pour une utilisation domestique ^{et/ou} assimilée domestique de la part d'eau consommée pour son activité générant un rejet non domestique.



En l'absence de cette différenciation ou sous-comptage, la redevance assainissement décrite à l'article 6.5 de la convention sera appliquée sur la totalité des eaux comptabilisées aux compteurs d'adduction d'eau ou de rejet.

5.1.b. *Les eaux claires :*

Les eaux pluviales, de drainage, de refroidissement, et d'une manière générale, les eaux exemptes de pollution seront traitées à la parcelle ou dans un égout pluvial si le réseau d'assainissement est de type séparatif, ceci en conformité avec les prescriptions du règlement du service d'assainissement et les réglementations en vigueur.

Pour rappel et conformément au règlement du service d'assainissement (article 1.1) les rejets d'eaux claires au système d'assainissement sont formellement interdits.

Mise en conformité : NEANT

5.1.c. *Les eaux usées :*

- **Les eaux usées domestiques :**

On entend par eaux usées domestiques les eaux provenant des cuisines, buanderies, lavabos, salles de bains, toilettes et installations similaires.

Ces eaux sont admissibles au réseau public d'assainissement sans autre restriction que celles mentionnées au règlement du service de l'assainissement.

- **Les eaux usées non domestiques et assimilables à un domestique :**

Sont classées dans les eaux usées non domestiques et assimilables à un domestique, toutes les eaux qui ne rentrent pas dans les catégories des eaux claires et des eaux usées domestiques (paragraphes 5.1.b et 5.1.c).

- On entend par eaux usées assimilables à un domestique toutes les eaux qui résultent principalement des besoins d'alimentation humaine, de lavage et d'hygiène des personnes physiques utilisant les locaux de l'**Etablissement**.

Ces eaux peuvent être rejetées au système d'assainissement seulement après que l'**Etablissement** est fait valoir son droit et sous conditions du respect du règlement du service de l'assainissement relatif aux eaux usées assimilables à un domestique.

- On entend par eaux usées non domestiques toutes les eaux qui résultent des différentes étapes ^{du/des} process de l'**Etablissement**.

Seulement après autorisation de la **Collectivité**, ces eaux sont évacuées dans le réseau collectif d'assainissement par un branchement spécifique, équipé d'un regard :

- validé par l'**Exploitant** ^{et/ou} la **Collectivité**,
- permettant d'effectuer des prélèvements et mesures de débits réalisées selon les règles de l'art,
- placé en limite de propriété, de préférence sous domaine public, validé par l'**Exploitant**,

et dans le respect des prescriptions de l'arrêté d'autorisation et la présente convention.

A la signature de la présente convention, la situation de l'Etablissement est la suivante :

les eaux usées assimilées domestiques (bureaux) sont séparées en partie privative des eaux usées non domestiques (aires de lavages).

Les eaux usées assimilées domestiques (bureaux) et non domestiques (aires de lavages) sont raccordées à l'assainissement via une seule boîte de branchement.

Mise en conformité : NEANT

5.2. Traitement préalable aux déversements

5.2.a. Dispositions techniques :

L'**Etablissement** doit respecter les critères d'acceptabilité de rejet au réseau d'assainissement définis dans son arrêté d'autorisation et rappelés au paragraphe **5.3**, pour cela il s'engage à prendre, à l'intérieur de son site, toutes les mesures nécessaires pour que les caractéristiques des eaux rejetées dans le réseau public d'assainissement soient conformes à celles définies en annexe.

À cet effet, l'**Etablissement** dispose d'un prétraitement listé au paragraphe **2.6** qui est suffisant en termes de moyen en place et il ne devra en aucun cas être contourné.

À tout moment, en fonction des résultats de l'auto-surveillance des rejets de l'**Etablissement**, la **Collectivité** pourra demander, aux frais de l'**Etablissement**, la réhabilitation du prétraitement existant et/ou la mise en place de nouveau(x) prétraitement(s) adapté(s) et correctement dimensionné(s).

Le cas échéant, ces dispositifs de traitement ou d'épuration avant rejet nécessaires à l'obtention des qualités d'effluents fixées dans l'arrêté d'autorisation de déversement sont conçus, installés et entretenus sous la responsabilité de l'**Etablissement** et ne devront en aucun cas être contournés.

5.2.b. Entretien :

Les installations de prétraitement, existantes ou à venir, doivent être nettoyées, les déchets et sous-produits enlevés régulièrement afin de leur conserver leur efficacité originelle.

Compte tenu de l'installation présente, l'**Etablissement** devra au minimum respecter les fréquences d'entretien ci-dessous :

N°	Prétraitements	Fréquence d'entretien
EU n° 1	Séparateur hydrocarbure	1 fois par an minimum et autant de fois que de besoin

En cas de litige, l'**Etablissement** justifiera de cet entretien vis-à-vis de la **Collectivité** et de l'**Exploitant** par la production des bordereaux de suivi des déchets des entreprises auxquelles ces opérations auront pu être sous-traitées.

Si l'entretien des installations est réalisé directement par l'**Etablissement**, ce dernier devra tenir un cahier d'exploitation indiquant la date, le volume et la destination des déchets évacués.



Au plus tard le 31 janvier de chaque année, l'**Etablissement** transmettra les documents justifiant du bon entretien des prétraitements de l'année écoulée.



L'impossibilité de l'**Etablissement** à justifier le bon entretien de ses prétraitements ou le retard dans la transmission des justificatifs sera sanctionné par une pénalité financière détaillée au paragraphe **6.6.a**.

De manière générale, l'enlèvement et le traitement des déchets et sous-produits devra toujours se faire dans le respect de la réglementation en vigueur.

5.3. Critères d'acceptabilité

Les critères ont été fixés en tenant compte des critères réglementaires et légaux applicables à l'**Exploitant**, et dans le respect des contraintes techniques d'exploitation des ouvrages. Les charges journalières de matières polluantes admises sur le système d'assainissement collectif sont les suivantes :

- Débit :

- débit journalier maximum.....30 m³/j

- **Paramètres particuliers et organiques (Flux maxima autorisés) :**

Paramètres	Concentrations maximales	Charges polluantes maximales
Demande Biochimique en Oxygène à 5 jours (DBO₅) avant décantation 2 heures	800 mg/l	15 kg/j
Demande Chimique en Oxygène (DCO) avant décantation 2 heures	2000 mg/l	45 kg/j
Matières En Suspension (MES)	600 mg/l	15 kg/j

- Rapport biodégradabilité de l'effluent :
DCO / DBO₅ inférieur ou égal à3

- **Matières azotées et phosphorées et autres (Flux maxima autorisés) :**

Paramètres	Concentrations maximales autorisées	Charges polluantes maximales autorisées
Azote Total Kjeldahl (NTK)	150 mg N/l	5 kg/j
Phosphore total (P_{tot})	50 mg P/l	1 kg/j

- **Paramètres physico-chimiques :**

Paramètres	Valeurs limites
Température maximale autorisée	30° C
pH	5,5 < pH < 8,5
Potentiel d'oxydo-réduction (EH) (par rapport à l'électrode hydrogène normale)	supérieure à + 100 mV

- **Métaux lourds :**

- Cadmium et composés (en Cd).....	25	µg/l
- Chrome et composés (en Cr).....	0,1	mg/l
- Cuivre et composés (en Cu).....	0,150	mg/l
- Mercure et composés (en Hg).....	25	µg/l
- Nickel et composés (en Ni).....	0,2	mg/l
- Plomb et composés (en Pb).....	0,1	mg/l
- Zinc et composés (en Zn).....	0,8	mg/l

- **Autres paramètres minéraux :**

- Aluminium, Fer et composés (en Fe + Al).....	5	mg/l
- Arsenic et composés (en As).....	25	µg/l
- Chrome hexavalent et composés (en Cr ⁶⁺).....	50	µg/l
- Etain et composés (en Sn).....	2	mg/l
- Fluor et composés (en F).....	15	mg/l
- Manganèse et composés (en Mn).....	1	mg/l
- Chlorures totaux (en Cl ⁻).....	500	mg/l
- Cyanures (en CN).....	0,1	mg/l
- Nitrites (NO ₂ ⁻).....	1	mg/l
- Sulfates (SO ₄ ²⁻).....	500	mg/l
- Sulfites (SO ₃ ²⁻).....	5	mg/l
- Sulfures libres (S ²⁻).....	0	mg/l

- **Autres composés organiques :**

- Huiles et graisses (SEH)..... 60 mg/l
 - Hydrocarbures totaux NFT 90114..... 10 mg/l
 - Indice phénols..... 0,3 mg/l
 - Composés organiques halogénés (en AOX)..... 1 mg/l
 - Substances toxiques, bioaccumulables ou nocives pour l'environnement (limites mensuelles) :
 - listées en annexe V.a de l'arrêté du 2 février 1998..... 0,05 mg/l
 - listées en annexe V.b de l'arrêté du 2 février 1998..... 1,5 mg/l
 - listées en annexe V.c1 de l'arrêté du 2 février 1998..... 4 mg/l
 - listées en annexe V.c2 de l'arrêté du 2 février 1998..... *
- * fixés par arrêté préfectoral.

Les paramètres cités précédemment sont analysés selon les normes AFNOR en vigueur à la date de signature de la présente convention.



Tout non-respect des critères d'acceptabilités par l'**Etablissement** sera sanctionné par une pénalité financière détaillée au paragraphe **6.6.a**.

Il est précisé que l'utilisation de tout procédé visant à diluer les effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive, tout en conservant la même charge polluante globale est contraire à l'esprit de la présente convention ainsi qu'à la réglementation.

5.4. Dispositifs de contrôle

L'**Etablissement** met en œuvre tous les moyens nécessaires au respect des spécifications de rejets définies à l'article **5.3**.

Le dispositif de rejet des eaux usées non domestiques dans le réseau collectif d'assainissement, comporte les équipements suivants :

- **Un regard de branchement** répondant aux critères spécifiés dans l'arrêté d'autorisation et au paragraphe 5.1.c.
- **Un emplacement pour recevoir un dispositif de prise d'échantillon automatique, réfrigéré et asservi au dispositif de mesure de débit, permettant de recueillir aux fins d'analyses des échantillons séquentiels (24h) suivant une procédure définie.**
- **Un dispositif de mesure du volume consommé.**

Mise en conformité : NEANT

Compte tenu de la configuration de ces dispositifs, l'**Etablissement** laissera le libre accès aux agents de la **Collectivité** et/ou de l'**Exploitant**, sous réserve du respect par ces derniers des procédures de sécurité en vigueur au sein de l'**Etablissement**. Le cas échéant, ces procédures de sécurité seront communiquées à la **Collectivité** et à son **Exploitant**.

Le jour de la signature de la présente convention, le dispositif de comptage pris en compte pour la surveillance et pour la facturation des rejets non domestiques est listé en Annexe 6.

L'**Etablissement** surveillera et maintiendra le bon état de fonctionnement de son appareil. En cas de défaillance, voire d'arrêt total dudit appareil de mesure, l'**Etablissement** s'engage d'une part, à informer la **Collectivité** et l'**Exploitant** et d'autre part, à procéder à ses frais à sa remise en état dans un délai maximum d'1 (un) mois à compter de la date de constat de défaut.

Pendant la durée d'indisponibilité de l'appareil, la redevance assainissement sera basée sur le débit journalier maximum autorisé au rejet, soit 30 m³/j.

Passé un délai d'1 (un) mois, la **Collectivité** se réserve le droit de mettre en place un nouveau compteur dont le coût et l'installation seront refacturés à l'**Etablissement**.

5.5. Procédures de contrôles, mesures et analyses

L'**Etablissement** s'engage à réaliser, ou à faire réaliser à ses frais par un organisme agréé de son choix, un programme d'autocontrôle permanent de la qualité de ses effluents et représentatif de son activité afin de s'assurer du respect des prescriptions des paragraphes **2** et **5.3.** de la présente convention.

Ce programme devra comprendre : 6 bilans débit - pollution réalisés sur 24 heures tous les ans.

De plus, l'**Etablissement** s'engage à effectuer **1 (une) fois par an à des périodes différentes**, une analyse de paramètres conformément aux prescriptions relatives à la Recherche de Substances Dangereuses pour l'Environnement (RSDE2).

La période des bilans ainsi que les paramètres à analyser sont indiqués en Annexe n° 7.



Tous les ans, courant du mois de décembre, l'**Etablissement** s'engage à mettre en place un programme d'auto-contrôle de ses rejets d'eaux usées non domestiques et à communiquer à l'**Exploitant**, au plus tard fin janvier, le planning établi pour l'année en cours

Il est convenu que le présent programme de mesure pourra être modifié notamment dans le cas où les prescriptions relatives à la surveillance des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées, définies dans l'arrêté d'autorisation du système d'assainissement dans lequel ses eaux sont déversées, seraient modifiées. Le cas échéant, cette modification fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

Lors des bilans débit-pollution sur 24 heures :

- le prélèvement devra se faire par préleveur automatique, thermostaté et asservi au débit de sortie sur 24 heures dans le regard qui recueille uniquement les eaux usées non domestiques en sortie de prétraitement issues de l'**Etablissement**,
- le volume rejeté devra être mesuré dans le regard qui recueille uniquement les eaux usées non domestiques à l'aide du compteur d'eau de forage ou en cas d'indisponibilité, du dispositif de votre choix (seuil de déversement, manchon obturateur, etc...).

Les analyses seront réalisées selon les normes françaises en vigueur (AFNOR). Les flux polluants seront calculés à partir d'une mesure de concentration effectuée sur un échantillon représentatif obtenu par prélèvement sur 24h avec enregistrement des débits horaires et reconstitution d'un échantillon proportionnel au volume rejeté.

La **Collectivité** et/ou l'**Exploitant** pourront réaliser ou faire réaliser par un organisme, des contrôles inopinés, et ce, à tout moment qu'ils jugeront utile, dans le regard de branchement industriel situé en limite de propriété ou dans l'**Etablissement**. Les frais de contrôle seront supportés par l'**Etablissement** si leurs résultats démontrent que les effluents ne respectent pas les prescriptions de l'arrêté d'autorisation et de la convention.



Le non-respect du programme et le refus d'accès aux installations pour un contrôle inopiné par l'**Etablissement** sera sanctionné par une pénalité financière détaillée au paragraphe **6.6.a**.

5.6. Dépassement des limites autorisées

Lors des bilans d'autocontrôle, toute anomalie de fabrication, de fonctionnement du prétraitement ou de l'autocontrôle devra être signalée à l'**Exploitant** à l'aide de l'Avis se trouvant en annexe 5.

Si les mesures et analyses effectuées par l'**Etablissement**, l'**Exploitant** ou la **Collectivité** montraient que les valeurs limites de rejet définies dans l'arrêté d'autorisation et rappelées au paragraphe **5.3** étaient dépassées, l'**Etablissement** devra dans les plus brefs délais justifier du retour à la normale de la qualité de son rejet :

- soit par la réalisation, à ses frais, d'un ou plusieurs bilans supplémentaires entre deux bilans d'autocontrôle,
- soit par le bilan suivant prévu par d'autocontrôle.

Dans le cas où la non-conformité de la qualité du rejet de l'**Etablissement** se prolongerait, et qu'elle entraîne ou présente un risque important pour la qualité du rejet de la station d'épuration ou de la qualité de boues d'épuration, la **Collectivité** pourrait décider et ce sans présumer des suites judiciaires et pénales liées à cette infraction, de mettre fin à la présente Convention en faisant procéder à l'isolement du branchement aux frais de l'**Etablissement**.

En cas de fermeture du branchement, l'**Etablissement** est responsable de l'élimination de ses effluents selon les prescriptions dictées par la réglementation en vigueur.



RAPPEL : Tout dépassement ferait, en outre, l'objet d'une facturation complémentaire définie à l'article **6.6.a** et ce, sans présumer des suites judiciaires et pénales liées à cette infraction.

Conformément à l'article 18 de la Loi sur l'eau, l'**Exploitant** fera un rapport à la **Collectivité** avec une copie à la préfecture sur l'incident.

5.7. Incident

Dès qu'il en a connaissance, pour tout incident pouvant entraîner un dépassement des valeurs limites de rejet fixées dans son arrêté d'autorisation de déversement, l'**Etablissement** doit :

- avertir par courriel ou fax la **Collectivité** et l'**Exploitant** (Avis de circonstances exceptionnelles, Annexe 5),
- prendre toutes les dispositions compensatoires nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté,
- estimer les volume et flux de pollution rejetés,
- réaliser un ou plusieurs bilans débit - pollution afin de contrôler la qualité du rejet,
- informer la **Collectivité** et l'**Exploitant** (Avis de circonstances exceptionnelles, Annexe 5) dès retour à la normale des conditions de fonctionnement.

Article 6. Transmission des données

6.1. Données initiales



Le jour de la signature ou au plus tard, dans les 10 jours ouvrables qui suivront la diffusion de la présente convention signée, l'**Etablissement** transmet à l'**Exploitant** et à la **Collectivité** les relevés des index des points de comptage listés au paragraphe 5.4, à cet effet l'**Etablissement** pourra utiliser le document en Annexe 6.



Le retard de transmission de ces données sera sanctionné par une pénalité financière détaillée au paragraphe 6.6.a.

6.2. Données d'auto-surveillance et de facturation



L'**Etablissement** transmet, à la **Collectivité** et à l'**Exploitant**, par le moyen le mieux adapté :

Type de données	Fréquence	Echéance
Relevés mensuels du compteur d'eau de forage listé au paragraphe 5.4	Semestrielle	10 jours ouvrés au terme du semestre échu
Résultats analytiques des bilans 24h réalisés	Selon planning en Annexe 7	Dès réception des résultats



L'absence de transmission ^{et/ou} le non-respect des échéances seront sanctionnés par une pénalité financière détaillée au paragraphe 6.6.a.a.

6.3. Données exceptionnelles

Lors d'opérations (entretien, réparation, commande importante...) périodiques ou exceptionnelles programmées dans l'enceinte de l'**Etablissement**, des dispositions de surveillance renforcées sur les rejets d'eaux usées non domestiques doivent être prises :

- l'**Etablissement** informe la **Collectivité** et l'**Exploitant** sur des périodes de réparation ou d'entretien prévisibles, susceptibles d'avoir un impact sur la qualité des eaux usées non domestiques rejetées, au plus tard 10 jours avant l'opération. A cet effet, l'**Etablissement** tient à jour et à disposition de l'**Exploitant**, un registre mentionnant :

- les matériels et ouvrages faisant l'objet d'un entretien ^{et/ou} réparation,
 - les mesures compensatoires mises en place pendant les opérations,
 - les procédures à observer par le personnel d'entretien.
- l'**Etablissement** informe la **Collectivité** et l'**Exploitant** sur des variations d'activité de plus ou moins 20 %, susceptibles de modifier le flux de pollution rejeté, au plus tard 10 jours avant l'opération.

6.4. Coordonnées

Les données initiales, d'auto-surveillance et de facturation doivent être transmises à l'**Exploitant**, par courriel, à l'adresse ci-dessous :

reund84@suez.com

Les données concernant des opérations périodiques ou exceptionnelles doivent également être transmises à l'**Exploitant**, par courriel, en joignant le document de l'Annexe 5.

Exceptionnellement, les coordonnées ci-dessous pourront être utilisées pour transmettre les éléments évoqués précédemment :

SUEZ Eau France SAS
Agence Vaucluse Alpilles
Pôle Usagers Assainissement Rhône Ventoux
1295, avenue JF Kennedy – CS30226
84206 CARPENTRAS Cedex
Fax : 04-90-60-64-39

Toutes demandes, portant sur le renouvellement ou la modification du présent document, devront être adressées à la **Collectivité**, aux coordonnées ci-dessous :

Syndicat Rhône-Ventoux
595 Chemin de l'Hippodrome
CS10022
84201 CARPENTRAS CEDEX
Fax : 04-90-63-52-95

6.5. Participation financières spéciale (F)

En application de l'article L 1331-10 du Code de la santé publique, l'**Etablissement** est assujéti au règlement d'une participation financière spéciale (F_{ND}) couvrant les charges de fonctionnement et d'investissement en contrepartie des charges de traitement supplémentaires engendrées par la nature des effluents.

- **Participation financière spéciale (F_{ND}) :**

$F_{ND} = G + I$

dans laquelle :

- G est la participation aux frais d'exploitation,
- I est la participation aux investissements,

A cette participation s'ajoutent la TVA et les taxes selon la réglementation en vigueur.

6.5.a. Participation aux frais d'exploitation (G)

Les charges de fonctionnement intègrent les paramètres jugés représentatifs des charges d'exploitation des installations et les provisions pour renouvellement des ouvrages. Elles sont prises en charge par l'**Exploitant** dans le cadre du contrat d'affermage et de ses avenants.

- Part **Gestion Exploitant** :

$$G = F + (V_c \times R)$$

dans laquelle :

- F est la part fixe annuelle de l'**Exploitant**.
Cette prime payable d'avance est du même montant que celui des abonnés domestiques du Syndicat Rhône-Ventoux.
 - R est la part variable par m³ de l'**Exploitant**.
Payable à terme échu, le montant de cette part est le même que celui des abonnés domestiques Syndicat Rhône-Ventoux.
 - Pour F et R :
 - $F = F_0 \times K$
 - $R = R_0 \times K$
- Où :
- F₀ est la part fixe annuelle telle que définie dans le contrat de délégation de service public et ses avenants. Pour information, son montant est de 40,00 € HT/an soit 20,00 € HT/semestre au 1^{er} janvier 2022.
 - R₀ est la part proportionnelle telle que définie dans le contrat de délégation de service public et ses avenants. Pour information, son montant est de 1,1208 € HT/m³ au 1^{er} janvier 2022.
 - K est le coefficient d'actualisation de l'**Exploitant**. Ce coefficient est le même que celui établi dans le contrat de délégation du service public et ses avenants. Il est défini dans l'article 7 de cette convention. Pour information, il est de 1,0473 au 1^{er} janvier 2023.
- V_c est l'assiette de facturation corrigée exprimée en m³.

Avec :

- $V_c = CP \times V$

Où :

- CP est le Coefficient de Pollution.
- V est le volume consommé exprimé en m³.

6.5.b. Participation aux investissements (I)

Elle concerne la contrepartie des investissements réalisés par la **Collectivité** lors de la création du réseau et de la station d'épuration. Elle s'applique à l'**Etablissement** de la même manière qu'aux abonnés du service assainissement.

- **Part Investissement :**

$$I = SF + (V \times SV)$$

dans laquelle :

- **SF** est la part fixe annuelle de la **Collectivité**.
Cette prime payable d'avance est du même montant que celle des abonnés domestiques du Syndicat Rhône-Ventoux.

Pour information, son montant sera le suivant, il est modifiable par délibération de la **Collectivité** :
 - Année 2023 : 7,50 € HT/semestre, soit 15,00 € HT/an ;
 - Année 2024 : 7,50 € HT/semestre, soit 15,00 € HT/an ;
 - Année 2025 : 13,50 € HT/semestre, soit 27,00 € HT/an ;
 - Année 2026 : 14,80 € HT/semestre, soit 29,60 € HT/an.
- **SV** est la part variable par m³ de la **Collectivité**.
Payable à terme échu, le montant de cette part est spécifique aux eaux usées non domestiques de la ville de Carpentras.

Pour information, son montant sera le suivant, il est modifiable par délibération de la **Collectivité** :
 - Au 01/01/2023 : 1,000 € HT/m³ ;
 - Au 01/01/2024 : 1,200 € HT/m³ ;
 - Au 01/01/2025 : 1,120 € HT/m³ ;
 - Au 01/01/2026 : 1,615 € HT/m³ ;
- **V** est le volume consommé exprimé en m³.

6.5.c. *Coefficient de Pollution réel (CP)*

Le coefficient de pollution se détermine par comparaison des caractéristiques de l'effluent non domestique de l'**Etablissement** aux caractéristiques moyennes d'un effluent domestique sur le territoire du Syndicat Rhône Ventoux.

En fonction des résultats de l'autosurveillance, le coefficient de pollution pourra être inférieur à 1 (un).

$$CP = 0,336 + 0,153 \frac{DCO_i}{DCO_d} + 0,213 \frac{DBO_{5i}}{DBO_{5d}} + 0,158 \frac{MEST_i}{MEST_d} + 0,07 \frac{NTK_i}{NTK_d} + 0,07 \frac{Pt_i}{Pt_d}$$

dans laquelle :

- DCO_i ; DBO_{5i} ... sont les caractéristiques de l'effluent (en mg/l) de l'établissement déterminées à l'aide des résultats des bilans débits-pollution.
- DCO_d ; DBO_{5d} ... sont les caractéristiques moyennes d'un effluent domestique (en mg/l) selon l'étude 2007 de l'IRSTEA.

Avec :

Paramètres	Concentration
DCO _d	610 mg/l
DBO _{5d}	240 mg/l
MEST _d	270 mg/l
NTK _d	69 mg/l
Pt _d	8 mg/l

Afin de calculer le Coefficient de Pollution réel par rapport aux rejets générés par son activité, l'**Etablissement** s'engage à réaliser un programme d'autocontrôle tel que défini au paragraphe 5.5. Dans ces conditions, le Coefficient de Pollution réel sera déterminé tous les ans et appliqué pour la facturation de l'année en cours.

Dans ces conditions **la valeur du CP est actualisée tous les ans.**

6.6. Pénalités pour non-respect de la convention - Clause pénale

6.6.a. *Pénalités pour non-respect des obligations récurrentes*

- **Pénalités pour non-respect des critères d'acceptabilité (Pn) :**

Dans le cas de dépassement des limites de volumes ^{et/ou} de flux pollution autorisés (critères d'acceptabilité définis au paragraphe 5.3.), données obtenues lors de l'autocontrôle de l'**Etablissement** ou lors d'un contrôle inopiné, des pénalités seront appliquées selon les modalités suivantes :

$$P_n = P_v \times N_R$$

dans laquelle :

- **P_v** est la part variable définie selon les modalités ci-dessous :
 - Volume :
 - 4 € HT par m³ au-delà de la limite maximale autorisée.
 - pH :
 - 2 € HT pour 0,1 unité en dehors de la fourchette autorisée.
 - DCO, DBO5, MEST, NTK et Pt :
 - 2 € HT par kg au-delà du flux maximal autorisé.
 - Pour tous les autres paramètres :
 - 15 € HT/0,1 mg au-delà de la concentration maximale autorisée.
Pour ces paramètres, il sera appliqué l'incertitude liée à la mesure et il sera retenu la valeur basse.
- **N_R** est le nombre de jours ouvrés entre le contrôle mettant en évidence le(s) dépassement(s) et le contrôle justifiant d'un retour à la normale de la qualité des rejets.

Les différents dépassements et leurs pénalités associées sont cumulables.

- Pénalités pour retard dans la transmission des données (Pr)

Si les documents du paragraphe 5.2.b et les données des paragraphes 6.1 et 6.2 n'étaient pas transmis dans les délais impartis, une pénalité (Pr) pour retard dans la transmission des données sera appliquée :

$$Pr = 100 \text{ € HT} \times N_R$$

dans laquelle :

- N_R est le nombre de jours ouvrés de retard.
En l'absence de données au bout de 60 jours ouvrés, N_R sera égal à 60 jours.



En plus des pénalités, si les données nécessaires à la facturation n'étaient pas connues au-delà de 60 jours ouvrés de retard, le volume de facturation sera déterminé sur la base des limites de rejets multiplié par 2 et multiplié par le nombre de jours sur la période à facturer.

- Pénalités pour non-réalisation du bilan pollution (Pb)

Si le nombre de bilan débit pollution, prévu au paragraphe 5.5 de la présente convention, n'était pas respecté, une pénalité (Pb) pour non-réalisation du bilan pollution sera appliquée :

$$Pb = 1500 \text{ € HT} \times N_B$$

dans laquelle :

- N_B est le nombre de bilans manquant sur la période considérée.

- Pénalités pour refus de réalisation d'un contrôle inopiné (Pi)

Conformément au paragraphe 5.5., la **Collectivité** et/ou l'**Exploitant** pourront réaliser ou faire réaliser par un organisme de leur choix des contrôles inopinés, et ce à tout moment qu'ils jugeront utile, dans les regards de branchement industriels situés en limite de propriété ou dans l'**Etablissement**.

Si l'**Etablissement** refuse l'accès pour la réalisation d'un contrôle inopiné, une pénalité (Pi) sera appliquée selon les modalités suivantes :

- 1^{er} refus : 2 000 € HT,
- 2^{ème} refus : 4 000 € HT,
- 3^{ème} refus : fermeture des branchements.

Le montant de ces pénalités, sur la période considérée, sera réparti entre la **Collectivité** et l'**Exploitant** de la façon suivante :

- 80 % pour l'**Exploitant**
- 20 % pour la **Collectivité**

6.6.b. *Pénalités applicables pour non-respect des échéances non récurrentes*

- **Pénalités pour non-fourniture des plans des réseaux internes (Pp)**

Si les plans des réseaux internes de l'établissement n'étaient pas fournis dans les délais précisés au paragraphe **2.6**, une pénalité (Pp) sera appliquée.

Cette pénalité est un coefficient de 0,2 qui vient s'additionner au coefficient de pollution.

Cette pénalité sera maintenue jusqu'à fourniture des plans par l'**Etablissement**.

- **Pénalités pour non-respect des échéances de mise en conformité (Pm)**

Si les échéances de mise en conformité, prévues aux paragraphes **5.1** et **5.2**, n'étaient pas respectées, une pénalité (Pm) sera appliquée.

Cette pénalité est un coefficient de 0,5 par échéance non respectée venant s'additionner au coefficient de pollution calculé sur la période considérée.

Elle augmentera de 0,5/an jusqu'à la réalisation totale des mises en conformité prévues.

6.6.c. *Précision*

Ces pénalités exceptionnelles sont facturées à l'**Etablissement** dans les mêmes conditions que la redevance assainissement. En cas de non-respect des délais de paiement de celles-ci, elles seront majorées au taux prévu au Règlement général du service assainissement pour retard de paiement.

Les redevances exceptionnelles visées ci-dessus ne peuvent en aucun cas être comparées, et encore moins confondues, avec les pénalités ou amendes éventuelles qui sont infligées à l'**Etablissement** par d'autres services ou organismes compétents.

6.7. **Dysfonctionnement du système d'assainissement collectif à déversements de charges massives ^{et/ou} composés toxiques**

En outre, en cas de surcharge massive de rejet de pollution ou de composés toxiques pour le traitement ou toute autre anomalie entraînant des dysfonctionnements durables des installations, le surcoût d'exploitation, notamment celui lié à l'évacuation des boues, et les frais de remise en état des installations et procédés seraient à la charge de l'**Etablissement**, sous réserve qu'ils soient justifiés par l'**Exploitant** ou la **Collectivité**.

Article 7. Règlement des sommes dues – Actualisation

7.1. **Modalités de paiement**

La facturation de la Participation financière spéciale est effectuée semestriellement.

Les délais de paiement sont les mêmes que ceux indiqués à l'article 3.3 du Règlement général du service assainissement.

En cas de non-paiement, l'ensemble des dispositions de l'article 3.4 du Règlement général du service assainissement seront appliquées.

7.2. Actualisation

La participation G évolue annuellement selon un coefficient d'actualisation K établi comme dans l'article 37 du contrat d'affermage avec la **Collectivité** et les avenants s'y référant.

A la demande de l'**Etablissement**, l'**Exploitant** pourra fournir le détail du calcul de ce coefficient.

7.3. Avenantage

En cas d'avenantage, de prolongation et de renouvellement du contrat d'affermage liant la **Collectivité** et l'**Exploitant**, la participation financière spéciale sera actualisée en tenant compte des nouvelles obligations du contrat.

Article 8. **Changement d'activité - Evolution des normes**

L'**Etablissement** s'engage à informer, dans les plus brefs délais la **Collectivité** et l'**Exploitant** de tout changement relatif à son site de production, son process, son activité, les produits utilisés, susceptibles d'avoir un impact sur les conditions d'exécution de la présente convention.

La **Collectivité** et/ou l'**Exploitant** se réservent le droit en cas de changement de réglementation affectant les ouvrages de collecte et la station d'épuration ou la filière boues, de proposer un avenant à la présente convention à l'**Etablissement**. En cas d'échec des pourparlers avec l'**Etablissement** relatifs à ce projet d'avenant, la **Collectivité** et/ou l'**Exploitant** pourront résilier la présente convention.

Article 9. **Impossibilité de traitement - Cas de force majeure**

En cas d'accident de fabrication, d'incendie et autres événements susceptibles de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par l'arrêté syndical d'autorisation de rejet, l'**Etablissement** est tenu :

- d'en avertir immédiatement la **Collectivité** et l'**Exploitant** (Annexe 5 : Avis de circonstances exceptionnelles),
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées non domestiques, de procéder à un audit technique et/ou des analyses qui définiront, en accord avec la **Collectivité** et l'**Exploitant**, les modalités d'évacuation vers un centre de traitement spécialisé ou d'acceptation sur la station d'épuration.

La **Collectivité** et l'**Exploitant** ne pourront être tenus pour responsables d'une déficience du transit et de traitement en cas de force majeure (cataclysmes naturels, guerre, sabotage, manque de fourniture électrique, fait de grève à caractère national ou sectoriel, conditions climatiques reconnues comme exceptionnelles, pandémie...).

Tout devra être mis en œuvre entre les signataires pour réduire les effets d'une déficience de traitement résultant de l'un de ces phénomènes exceptionnels.

Article 10. Terme de la Convention

10.1. Conditions de fermeture du branchement

En concertation et avec l'appui du pouvoir de Police de M. Le Maire, la **Collectivité** peut décider de procéder ou de faire procéder à l'isolement du branchement de l'**Etablissement**, en cas de non-respect de la présente convention par ce dernier, et sans que cette liste ne soit exhaustive dans l'un des cas suivants :

- modification de la composition des effluents non domestiques sans information préalable et après échec d'une lettre recommandée avec accusé de réception de mise en demeure de se mettre en conformité dans un délai de 3 jours ouvrés,
- de non-respect des critères d'acceptabilité dans le réseau d'assainissement fixés par l'arrêté d'autorisation de déversement,
- de non-respect des échéanciers de mise en conformité,
- d'impossibilité pour la **Collectivité** et/ou l'**Exploitant** de procéder aux contrôles et/ou analyses visées aux paragraphes 5.3. et 5.5. et après échec d'une lettre recommandée avec accusé de réception de mise en demeure de mise en conformité dans un délai de 3 jours ouvrés.

Pour procéder à l'isolement du branchement, la **Collectivité** pourra faire appel à ses agents ou à ceux de l'**Exploitant**, cette mesure étant aux frais de l'**Etablissement** et ne présupant pas des suites judiciaires et pénales.

En cas de risque pour la santé publique ou d'atteinte grave à l'environnement, la **Collectivité** se réserve le droit de procéder à une fermeture immédiate du branchement sans mise en demeure préalable.

Le paiement de la participation financière au prorata-temporis depuis la date de la dernière facture et jusqu'à la date de la fermeture restera due.

Après isolement du branchement il sera fait application des dispositions du paragraphe 10.2. de la présente convention.

10.2. Résiliation de la convention

La présente convention peut être résiliée de plein droit avant son terme normal :

- par la **Collectivité**, suite à l'isolement du branchement dans les conditions visées à l'article 10.1, par lettre recommandée avec accusé de réception,
- par l'**Etablissement**, dans un délai de 3 mois après notification à la **Collectivité**,
- en cas de destruction du site de production de l'**Etablissement**, ou de la station d'épuration,
- sur instruction des instances administratives compétentes de suspendre tout déversement visé aux présentes.

La résiliation autorise la **Collectivité** à procéder ou à faire procéder à la fermeture du branchement à compter de la date de prise d'effet de ladite résiliation et dans les conditions précitées au paragraphe 10.1.

10.3. Dispositions financières

En cas de résiliation de la présente Convention par la **Collectivité** ou par l'**Etablissement**, les sommes dues par celui-ci au titre du solde de la participation prévue au paragraphe 7 deviennent immédiatement exigibles.

Article 11. Transfert

L'**Etablissement** pourra transférer, après en avoir informé la **Collectivité** et l'**Exploitant**, ses droits à son successeur ou cessionnaire sous réserve d'obtenir de son successeur ou cessionnaire un engagement écrit d'exécuter la présente convention dans ses termes et sous réserve d'attester du changement de titulaire de l'arrêté ICPE et de l'arrêté d'autorisation de déversement.

Dans ce cas, le successeur ou cessionnaire se trouvera substitué à l'**Etablissement** dans tous ses droits et obligations découlant de la présente Convention.

Toutefois, la **Collectivité** et l'**Exploitant** se réservent le droit de procéder à la vérification de la nature des rejets du successeur ou cessionnaire.

Article 12. Durée de la Convention

La présente convention prend effet à compter du 1^{er} juillet 2023 et jusqu'au terme du contrat de délégation de service public d'assainissement soit le 31 décembre 2031 ou, en cas d'avenant pour prolongation dudit contrat, au terme de cette prolongation.

Chaque partie se réserve la possibilité de dénoncer la présente convention sous réserve d'un préavis de 6 (six) mois, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Au cas où il serait mis fin au contrat d'affermage liant la **Collectivité** et l'**Exploitant** avant le terme de la présente convention, cette dernière ne serait plus effective, la **Collectivité** se réservant le droit de substitution à l'**Exploitant**.

Article 13. Conditions de réexamen de la Convention

Au terme de chaque année contractuelle, la **Collectivité**, l'**Etablissement** et l'**Exploitant** pourront examiner ensemble les conditions de son application afin de prévoir les aménagements techniques ^{et/ou} financiers qui pourraient s'imposer notamment en cas d'évolution du cadre réglementaire.

Article 14. Clause de revoyure

Indépendamment de l'Article 13. « Conditions de réexamen de la Convention » ci-dessus, en cas de :

- variation à la hausse de plus de 20 % de la production par rapport au tonnage maximum indiqué au paragraphe 2.2,
- mise en place de nouveau(x) prétraitement(s) permettant une nette amélioration de la qualité de rejets,

l'Etablissement, la **Collectivité** et l'**Exploitant** conviennent de se rencontrer afin de mettre à jour et d'adapter par avenant les termes de la convention à la situation de l'**Etablissement**.

Article 15. Règlements des litiges – Clause compromissoire

Les Parties feront leurs meilleurs efforts pour trouver un règlement amiable aux litiges relatifs à l'exécution ou l'interprétation de la présente convention.

Dans l'hypothèse d'un litige intervenant entre les parties à la présente convention, celles-ci s'engagent à conduire de bonne foi et à épuiser toutes les voies amiables de résolution des différends avant d'engager une quelconque procédure contentieuse.

Dans le cas où un règlement à l'amiable ne pourrait être trouvé, les éventuels litiges relatifs à l'application de la présente convention seront traités par les juridictions compétentes.

Signatures

Fait en 3 (trois) exemplaires à CARPENTRAS, le

Pour la **Collectivité**,
Le Président du Syndicat Rhône Ventoux
Monsieur Jérôme BOULETIN

(Cachet et signature)

Pour l'**Etablissement**,
La Présidente de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin (La Cove)
Madame Jacqueline BOUYAC

(Cachet et signature)

Pour l'**Exploitant**,
Le Directeur SUEZ Eau France Agence Vaucluse Alpilles
Monsieur Arnaud GOIFFON

(Cachet et signature)

Annexes

- Annexe 1 – Arrêté Préfectoral ICPE.
- Annexe 2 – Règlement Général du service Assainissement
- Annexe 3 – Plan de masse de l'**Etablissement** avec détail des installations intérieures d'alimentation en Eau Potable, les réseaux d'évacuation des eaux, les branchements, les emplacements des dispositifs de mesure (compteur) et de prétraitement.
- Annexe 4 – Descriptif du système de prétraitement
- Annexe 5 – Avis de circonstances exceptionnelles
- Annexe 6 – Données initiales
- Annexe 7 – Autosurveillance

Annexe 1 : Arrêté Préfectoral ICPE

Annexe 2 : Règlement Général du Service Assainissement

L'ESSENTIEL EN 4 POINTS

- 1. VOTRE CONTRAT** - Votre contrat de déversement est constitué du présent règlement du Service de l'Assainissement et de vos conditions particulières. Vous pouvez souscrire et résilier votre contrat par Internet, téléphone ou courrier. Le règlement de votre première facture vaut accusé de réception du présent règlement.
- 2. LES TARIFS** - Les prix du service (abonnement et m3 d'assainissement) sont fixés par la collectivité. Les taxes et redevances sont déterminées par la loi ou les organismes publics auxquels elles sont destinées.
- 3. VOTRE FACTURE** - Le Service de l'Assainissement est facturé généralement en même temps que le Service de l'Eau. La facture est établie sur la base des m3 d'eau potable consommée et peut comprendre un abonnement. La Collectivité peut décider de regrouper ou séparer la facturation des deux services.
- 4. LA SÉCURITÉ SANITAIRE** - Les conditions et modalités de votre raccordement, la conception et l'exécution de vos installations privées, ainsi que le déversement de substances dans le réseau de collecte, sont strictement réglementés. Vous ne devez, en aucun cas, porter atteinte à la salubrité publique, aux ouvrages d'assainissement, ni à l'environnement : des sanctions sont attachées au respect de ces obligations.

LES MOTS POUR SE COMPRENDRE

VOUS

désigne l'utilisateur du Service de l'Assainissement, c'est-à-dire toute personne, physique ou morale tenue de rejeter ou autorisée à rejeter les eaux usées dans le réseau public d'assainissement.

LA COLLECTIVITÉ

désigne le Syndicat Mixte des Eaux de la Région Rhône Ventoux organisateur du Service de l'Assainissement.

L'EXPLOITANT DU SERVICE

désigne l'entreprise SUEZ Eau France SAS – CB 21 – 16 Place de l'Iris – 92040 PARIS La Défense - à qui la Collectivité a confié par contrat, la gestion des eaux déversées par les usagers dans les réseaux d'assainissement..

LE CONTRAT DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC

désigne le contrat conclu entre la Collectivité et l'Exploitant du service. Il définit les conditions d'exploitation du Service de l'Assainissement.

LE RÈGLEMENT DU SERVICE

désigne le présent document établi par la Collectivité et adopté par délibération du 30/09/2021. Il définit les obligations réciproques de l'Exploitant du service et de l'utilisateur du Service de l'Assainissement. En cas de modification des conditions du règlement du service, celles-ci seront portées à la connaissance de l'utilisateur du Service de l'Assainissement

LE SOMMAIRE

1 LE SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT

- 1.1 Les eaux admises
- 1.2 Les engagements de l'Exploitant
- 1.3 Le règlement des réclamations
- 1.4 La médiation de l'eau
- 1.5 La juridiction compétente
- 1.6 Les règles d'usage du service
- 1.7 Les interruptions du service
- 1.8 Les modifications et restrictions des services

2 VOTRE CONTRAT

- 2.1 La souscription du contrat
- 2.2 La résiliation du contrat
- 2.3 Si vous habitez un immeuble collectif

3 VOTRE FACTURE

- 3.1 La présentation de la facture
- 3.2 L'actualisation des tarifs
- 3.3 Les modalités et délais de paiement
- 3.4 En cas de non-paiement
- 3.5 Les cas d'exonération ou de réduction

4 LE RACCORDEMENT

- 4.1 Les obligations
- 4.2 La demande de raccordement

5 LE BRANCHEMENT

- 5.1 La description
- 5.2 L'installation et la mise en service
- 5.3 Le paiement

5.4 L'entretien et le renouvellement

5.5 La suppression ou la modification

6 LES INSTALLATIONS PRIVÉES

- 6.1 Les caractéristiques
- 6.2 L'entretien et le renouvellement
- 6.3 Le cas des rétrocessions de réseaux privés
- 6.4 Les contrôles de conformité

7 DISPOSITIONS D'APPLICATION

- 7.1 Date d'application
- 7.2 Modifications du règlement
- 7.3 Approbation du règlement

LES ANNEXES

1. LE SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT

Le Service de l'Assainissement désigne l'ensemble des activités et installations nécessaires à l'évacuation des eaux usées (collecte, transport, épuration et service clientèle).

1.1 Les eaux admises

Seules les eaux usées domestiques ou assimilables peuvent être rejetées dans les réseaux d'assainissement.

On entend par :

- eaux usées domestiques : les eaux usées provenant des cuisines, buanderies, lavabos, salles de bains, toilettes et installations similaires ;
- eaux usées assimilables à des eaux usées domestiques : les eaux usées provenant d'utilisation de l'eau assimilable à un usage domestique et résultant de certaines activités limitativement énumérées en annexe 3 ;

Les eaux pluviales ou de ruissellement provenant soit des précipitations atmosphériques, soit des arrosages ou lavages des voies publiques et privées, des jardins, des cours d'immeubles ne peuvent pas être rejetées au réseau d'assainissement.

De même, les eaux de vidanges (piscine) doivent être rejetées vers le milieu naturel après élimination des produits de désinfection (arrêt de la désinfection au minimum 48 h avant la vidange). Tout rejet des eaux de vidange vers le réseau public de collecte des eaux usées est strictement interdit.

Vos rejets sont collectés de manière séparée (eaux usées domestiques ou assimilables d'une part et eaux pluviales d'autre part).

Les eaux usées autres que domestiques ne peuvent être rejetées dans les réseaux d'assainissement sans autorisation préalable et expresse de la Collectivité délivrée au titre du code de la santé publique par le biais d'un arrêté.

Vous pouvez contacter à tout moment l'Exploitant du service pour connaître les conditions de déversement de vos eaux usées dans les réseaux d'assainissement ainsi que les modalités d'obtention d'une autorisation particulière si nécessaire.

1.2 Les engagements de l'Exploitant

En collectant vos eaux usées, l'Exploitant du service s'engage à :

- offrir une assistance technique 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 pour répondre aux urgences survenant sur le réseau public ;
- respecter les horaires de rendez-vous fixés à votre domicile ;
- assurer une permanence d'accueil aux horaires et adresse indiqués sur votre facture ou sur simple appel téléphonique au service clientèle (appel non surtaxé selon opérateur).
- répondre à vos courriers sous 8 jours ouvrés suivant leur réception. Lorsqu'il s'agit de questions plus complexes ou nécessitant une intervention sur site, ce délai pourra être prolongé. Vous recevrez alors une lettre d'attente vous informant de la suite donnée à votre demande.
- étudier et réaliser rapidement l'installation d'un nouveau branchement d'assainissement.

L'Exploitant du service met à votre disposition un service clientèle dont les coordonnées figurent sur la facture pour répondre à toutes vos demandes ou questions relatives au service.

1.3 Le règlement des réclamations

En cas de réclamation, vous pouvez contacter le service clientèle de l'Exploitant du service par tout moyen mis à votre disposition (internet, téléphone, courrier). Si la réponse ne vous satisfait pas, vous pouvez adresser une réclamation écrite à l'adresse indiquée dans votre contrat d'abonnement pour demander que votre dossier soit examiné.

1.4 Le règlement des litiges de consommateur : la Médiation de l'eau

Envoyé en préfecture le 15/09/2023

Reçu en préfecture le 15/09/2023

Publié le

ID : 084-248400053-20230913-D2023_80-AU

Si vous avez écrit à l'adresse indiquée dans votre contrat d'abonnement et si dans le délai de deux mois aucune réponse ne vous est adressée ou que la réponse obtenue ne vous donne pas satisfaction, vous pouvez saisir le Médiateur de l'eau pour rechercher une solution de règlement à l'amiable à votre litige.

Médiation de l'eau, BP 40 463, 75366 Paris Cedex 08,
contact@mediation-eau.fr

1.5 La juridiction compétente

Les tribunaux civils de votre lieu d'habitation ou du siège de l'Exploitant du service sont compétents pour tout litige qui vous opposerait à votre Service d'assainissement. Si l'assainissement relève de l'exploitation de votre commerce, le tribunal de commerce est compétent.

1.6 Les règles d'usage du service

En bénéficiant du Service de l'Assainissement, vous vous engagez à respecter les règles de salubrité publique et de protection de l'environnement.

D'une manière générale, ces règles vous interdisent de déverser dans les réseaux toute substance pouvant :

- causer un danger au personnel d'exploitation ;
- dégrader les ouvrages de collecte et d'épuration ou gêner leur fonctionnement ;
- créer une menace pour l'environnement.
- En particulier, vous ne pouvez raccorder sur votre branchement les rejets d'une autre propriété que la vôtre ni rejeter :
 - le contenu ou effluents des fosses septiques et des fosses fixes ;
 - les effluents issus de l'activité agricole (lisiers, purins et nettoyages de cuves), les déchets solides tels que les ordures ménagères, y compris après broyage ;
 - les huiles usagées, les graisses ;
 - les hydrocarbures, solvants, peintures, acides, bases, cyanures, sulfures, et tous métaux lourds ;
 - les engrais, désherbants, produits contre les nuisibles
 - Les lingettes de quelque nature que ce soit ;
 - les produits radioactifs.

Vous vous engagez également à respecter les conditions d'utilisation des installations mises à votre disposition.

Ainsi, vous ne pouvez y déverser

- des eaux de source ou des eaux souterraines, en particulier lorsqu'elles ont été utilisées dans des installations de traitement thermique ou de climatisation ;
- des eaux de vidange de piscines ou bassins de natation.

Vous ne pouvez pas non plus rejeter des eaux usées dans les ouvrages destinés à évacuer les eaux pluviales et réciproquement.

Le non-respect de ces conditions peut entraîner la mise hors-service du branchement après l'envoi d'une mise en demeure restée sans effet dans le délai fixé.

Dans le cas de risque pour la santé publique ou d'atteinte grave à l'environnement, la mise hors-service du branchement peut être immédiate pour protéger les intérêts des autres usagers ou faire cesser un délit.

Tout manquement à ces règles peut donner lieu à des poursuites civiles et/ou pénales.

1.7 Les interruptions du service

L'exploitation du Service de l'Assainissement peut nécessiter des interventions sur les installations de collecte des eaux entraînant une interruption du service.

Dans toute la mesure du possible, l'Exploitant du service vous informe des interruptions du service quand elles sont prévisibles (travaux de réparations ou d'entretien), au plus tard 48 heures avant le début de l'interruption.

L'exploitant du service ne peut être tenu pour responsable d'une perturbation ou d'une interruption dans l'évacuation des eaux due à des travaux de réparation urgents non prévus à l'avance ou à un cas de force majeure (exemples : inondations ou autres catastrophes naturelles sont susceptibles de constituer des événements de force majeure s'ils en réunissent les conditions).

1.8 Les modifications du service

Dans l'intérêt général, la Collectivité peut modifier le réseau de collecte. Dès lors que les conditions de collecte sont modifiées et qu'il en a connaissance, l'exploitant du service doit vous avertir, sauf cas de force majeure, des conséquences correspondantes.

2. VOTRE CONTRAT

Pour bénéficier du Service de l'Assainissement, vous devez souscrire auprès de l'exploitant du service un contrat dit "de déversement".

2.1 La souscription du contrat

Le contrat de déversement peut être souscrit par le propriétaire, le locataire ou l'occupant de bonne foi, ou le syndicat des copropriétaires représenté par son syndicat.

Pour souscrire un contrat, il vous suffit d'en faire la demande par écrit (Internet ou courrier) ou par téléphone auprès du service clientèle de l'exploitant du service.

Vous devez déclarer, auprès du service clientèle de l'exploitant du service, la nature de l'activité exercée dans la propriété raccordée lorsqu'elle est susceptible d'avoir des conséquences sur la qualité des eaux rejetées. Les informations que vous donnerez seront réputées sincères et pourront faire l'objet d'un contrôle par l'exploitant du service.

De même, en cas de changement d'activité, vous êtes tenu d'en informer l'exploitant du service.

Lorsque les Services de l'Eau et de l'Assainissement sont confiés à un même exploitant, la souscription du contrat d'abonnement au Service de l'Eau entraîne en règle générale la souscription automatique du contrat de déversement.

L'assainissement des eaux usées domestiques étant obligatoire, vous n'êtes jamais fondé à vous prévaloir d'une quelconque absence de souscription d'un contrat de déversement auprès de l'exploitant du service pour nier l'existence d'un contrat entre ledit exploitant et vous-même.

Le Contrat prend effet à la date du premier rejet d'eaux usées domestiques dans le réseau public d'assainissement pour expirer à la date la plus tardive entre la date de la résiliation du contrat de déversement dans les conditions de l'article 2.2 qui suit ou celle du dernier rejet de votre fait dans le réseau public d'assainissement.

Le contrat de déversement des eaux non domestiques et des eaux assimilables aux eaux domestiques est formé dans les conditions prescrites par la réglementation en vigueur et rappelées dans le texte du présent règlement (Art 4.1).

Votre première facture peut comprendre des frais d'accès au service dont le montant figure le cas échéant en annexe de ce règlement.

Le règlement de votre première facture vaut accusé de réception du présent règlement.

2.2 La résiliation du contrat

Votre contrat est souscrit pour une durée indéterminée.

Lorsque vous décidez d'y mettre fin, vous devez le résilier soit par écrit (Internet ou courrier) soit par téléphone, avec un préavis de 15 jours, auprès du service clientèle de l'exploitant du service en indiquant le relevé du compteur d'eau. Si celui-ci est cohérent, la facture d'arrêt de compte, établie à partir de ce relevé vous est adressée. Celle-ci peut comprendre des frais de clôture dont le montant figure en annexe de ce règlement.

Cette résiliation ne peut intervenir tant que votre installation rejette des eaux dans le réseau de collecte.

A défaut de résiliation, vous pouvez être tenu au paiement des prestations d'assainissement fournies après votre départ.

Envoyé en préfecture le 15/09/2023

Reçu en préfecture le 15/09/2023

Publié le 15/09/2023
Lorsque les Services de l'Eau et de l'Assainissement sont confiés à un même exploitant, la résiliation du contrat d'abonnement au Service de l'Eau entraîne en règle générale la résiliation du contrat de déversement au Service de l'Assainissement avec la même date d'effet.

Lorsque les Services de l'Eau et de l'Assainissement sont confiés à un même exploitant, la résiliation du contrat d'abonnement au Service de l'Eau entraîne en règle générale la résiliation du contrat de déversement au Service de l'Assainissement avec la même date d'effet.

L'exploitant du service peut pour sa part résilier votre contrat :

- si vous ne respectez pas les règles d'usage du service ;
- si vous n'avez effectué aucune démarche auprès du Service de l'Assainissement dans les 6 mois qui suivent la mise hors-service du branchement.

2.3 Si vous habitez un immeuble collectif

Quand un contrat d'individualisation de la fourniture d'eau a été conclu pour votre immeuble avec l'exploitant du Service de l'Eau, vous devez souscrire un contrat individuel au Service de l'Assainissement.

Si le contrat d'individualisation est résilié, les contrats individuels le sont aussi de plein droit et le propriétaire ou le syndicat des copropriétaires souscrit alors, pour l'immeuble, un contrat unique au Service de l'Assainissement.

2.4 La protection de vos données

Les indications fournies dans le cadre de votre contrat font l'objet d'un traitement informatisé par l'exploitant du service aux fins de gestion de votre contrat d'abonnement et du service d'assainissement. Leur destination, leur usage et leur durée de conservation sont précisés dans la mention du Règlement Général de Protection des Données (RGPD) indiquée dans les conditions particulières de votre contrat et dans les conditions générales d'utilisation du site Internet de l'exploitant du service.

Vous bénéficiez du droit d'accès, de rectification, de suppression, de portabilité, de limitation, d'opposition au traitement de vos données prévu par la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée en application du RGPD entré en vigueur le 25 mai 2018. Ce droit s'exerce soit en vous connectant à votre espace client sur Internet, par email ou par courrier aux adresses indiquées dans la mention du RGPD (voir les conditions particulières de votre contrat, les conditions générales d'utilisation du site Internet ou en bas de tout email de l'exploitant du service) en précisant vos nom, prénom, adresse et en joignant une copie recto-verso de votre pièce d'identité.

Vous pouvez par ailleurs faire toute réclamation auprès de la CNIL.

De plus, nous vous rappelons que lorsque vous communiquez vos données téléphoniques, vous disposez du droit de vous inscrire sur la liste d'opposition au démarchage téléphonique. Pour plus de renseignements, vous pouvez consulter le site www.bloctel.gouv.fr.

3. VOTRE FACTURE

En règle générale, le Service de l'Assainissement est facturé en même temps que le Service de l'Eau. Votre facture est calculée sur la base de votre consommation d'eau.

3.1 La présentation de la facture

Le Service de l'Assainissement est facturé sous la forme d'une redevance dite "redevance d'assainissement", figurant sous la rubrique "Collecte et traitement des eaux usées" de votre facture.

La redevance d'assainissement comprend une part revenant à l'exploitant du service et, le cas échéant, une part revenant à la Collectivité. Elle couvre l'ensemble des frais de fonctionnement du Service de l'Assainissement (collecte et épuration), et des charges d'investissement.

Les montants facturés se décomposent en une part fixe (abonnement) et une part variable. La part variable est calculée en fonction des volumes d'eau prélevés sur le réseau public de distribution d'eau.

Si vous êtes alimenté en eau, totalement ou partiellement, à partir d'une ressource qui ne relève pas du service public (puits, forage ou installation de réutilisation des eaux de pluie), vous êtes tenu d'en faire la déclaration en Mairie et d'en avertir l'exploitant du service. Vous devez en particulier indiquer les usages effectués à partir de cette ressource ainsi qu'une évaluation des volumes utilisés.

Dans ce cas, la redevance d'assainissement applicable à vos rejets est calculée :

- soit par mesure directe au moyen de dispositifs de comptage posés et entretenus à vos frais ;
- soit sur la base de critères définis par la Collectivité et permettant d'évaluer les volumes prélevés.

La rubrique "organismes publics" mentionnée sur la facture distingue les sommes perçues pour le compte d'autres organismes (Agence de l'eau).

Tous les éléments de votre facture sont soumis à la TVA au taux en vigueur.

La présentation de la facture est adaptée en cas de modification de la réglementation en vigueur.

3.2 L'actualisation des tarifs

Les tarifs appliqués sont fixés et actualisés :

- selon les termes du contrat de délégation de service public pour la part revenant à l'(aux) Exploitant(s) du service ;
- par décision de la Collectivité, pour la part qui lui est destinée ;
- sur notification des organismes pour les redevances leur revenant.

Si de nouveaux frais, droits, taxes, redevances ou impôts étaient imputés au Service de l'Assainissement, ils seraient répercutés de plein droit sur votre facture.

La date d'actualisation des tarifs pour la part revenant à l'Exploitant du service est au plus tard celle du début d'une période de consommation d'eau.

Vous êtes informé au préalable des changements significatifs de tarifs ou au plus tard, à l'occasion de la première facture appliquant le nouveau tarif. Les tarifs sont tenus à votre disposition par l'Exploitant du service.

3.3 Les modalités et délais de paiement

Le paiement doit être effectué avant la date limite et selon les modalités indiquées sur la facture. Aucun escompte n'est appliqué en cas de paiement anticipé.

Votre facture comprend un abonnement (ou part fixe) payable d'avance. En cas de période incomplète (début ou fin d'abonnement en cours de période de consommation), il vous est facturé ou remboursé prorata temporis.

Quand aucune individualisation des contrats de fourniture d'eau n'a été mise en place, et selon la catégorie d'usagers dont vous dépendez, le contrat de déversement de votre immeuble prend en compte le nombre de logements ou assimilés raccordés au branchement général.

Le nombre de primes fixes facturé est établi selon la grille d'équivalence définie en Annexe 2.

Votre consommation (part variable) est facturée à terme échu. Pour chaque période sans relevé, le volume facturé est estimé à partir de la consommation annuelle précédente ou, à défaut, des informations disponibles.

Lorsque la redevance d'assainissement est facturée par le Service de l'Eau sur une même facture, les conditions de paiement sont celles applicables à la facture d'eau.

En cas de difficultés de paiement du fait d'une situation de précarité, vous êtes invité à en faire part à l'Exploitant du service sans délai, pour obtenir les renseignements utiles à l'obtention d'une aide financière, en application de la réglementation en vigueur.

En cas d'erreur dans la facturation, vous pouvez bénéficier après étude des circonstances :

- d'un paiement échelonné si votre facture a été sous-estimée ;
- d'un remboursement ou d'un avoir à votre choix, si votre facture a été surestimée.

3.4 En cas de non-paiement

En cas de non-paiement à la date limite, un courrier vous est adressé par l'Exploitant. Ce courrier rappelle la possibilité de saisir les services sociaux si vous estimez que votre situation relève des dispositions réglementaires en vigueur du fait d'une situation de précarité.

Les professionnels sont redevables de l'indemnité forfaitaire telle que définie par la loi.

A défaut de paiement dans un délai de trois mois, la redevance d'assainissement est majorée de 25% à l'expiration du délai de 15 jours suivant l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

En cas de non-paiement, l'Exploitant du service poursuit le règlement des factures par toutes voies de droit.

Envoyé en préfecture le 15/09/2023

Reçu en préfecture le 15/09/2023

Publié le

ID : 084-248400053-20230913-D2023_80-AU

On appelle "raccordement" l'opération consistant à raccorder les installations de collecte des eaux usées et/ou pluviales au réseau public.

4.1 Les obligations

• pour les eaux usées domestiques

Le raccordement au réseau public d'assainissement est obligatoire dans un délai de deux ans à compter de la date de mise en service de ce réseau.

Ce raccordement peut se faire soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage.

Dès la mise en service du réseau, tant que les installations ne sont pas raccordées, le propriétaire peut être astreint par décision de la Collectivité au paiement d'une somme équivalente à la redevance d'assainissement.

Au terme du délai de deux ans imparti, si les installations ne sont toujours pas raccordées, cette somme équivalente à la redevance d'assainissement peut être majorée, par décision de la Collectivité, dans la limite de 100 %.

Si la mise en œuvre des travaux de raccordement se heurte à des obstacles techniques sérieux et si le coût de mise en œuvre est démesuré, vous pouvez bénéficier d'une dispense de raccordement par dérogation expresse de la collectivité.

Dans ce cas, la propriété doit être équipée d'une installation d'assainissement non collectif (autonome) réglementaire.

• pour les eaux usées assimilables à des eaux usées domestiques

Lorsque votre activité implique des utilisations de l'eau assimilables à des usages domestiques, vous pouvez demander le raccordement de vos locaux professionnels au réseau public d'assainissement conformément aux dispositions prévues par la réglementation en vigueur.

En cas d'acceptation de votre demande, le Service de l'Assainissement vous indique :

- les règles et prescriptions techniques applicables à votre activité que vous devez respecter ;
- les caractéristiques de l'ouvrage de raccordement, y compris les prétraitements éventuels et les volumes acceptés ;
- le montant éventuel de la contribution financière ou du remboursement des frais de raccordement.

• pour les eaux usées autres que domestiques

Le raccordement de vos locaux professionnels au réseau public d'assainissement est soumis à l'obtention obligatoire et préalable d'une autorisation de la Collectivité au titre de l'article L1331-10 du Code de la Santé Publique. La délivrance de cette autorisation n'est pas obligatoire et dépend d'un examen attentif de votre demande qui doit démontrer la compatibilité de vos rejets avec les ouvrages d'assainissement et l'absence d'impact sur le milieu aquatique. L'arrêté d'autorisation délivré par la Collectivité peut prévoir des conditions techniques et financières adaptées à chaque cas. Il peut notamment imposer la mise en place de dispositifs de prétraitement dans vos installations privées.

4.2 La demande de raccordement

La demande doit être effectuée par le propriétaire ou le syndicat des copropriétaires auprès de l'Exploitant du service.

Le raccordement effectif est réalisé sous condition de conformité des installations privées.

5. LE BRANCHEMENT

On appelle "branchement" le dispositif d'évacuation des eaux usées et/ou pluviales qui va du regard de branchement de la propriété privée au réseau public.

5.1 La description

Le branchement comprend les éléments suivants :

- un ouvrage dit "regard de branchement" pour le contrôle et l'entretien de celui-ci, placé à proximité de la limite entre le domaine public et la propriété privée ; ce regard doit être visible et accessible ;
- une canalisation qui peut être située tant en domaine public qu'en propriété privée ;
- un dispositif de raccordement au réseau public.

Qu'ils soient situés en domaine public ou en propriété privée, les éléments du branchement font partie des ouvrages du Service de l'Assainissement.

En l'absence de regard de branchement, la limite de responsabilité est symbolisée par la limite du domaine privé / public. Dans ce cas, l'utilisateur doit procéder à la mise en conformité de son branchement d'eaux usées.

Lorsque le dispositif d'évacuation des eaux pluviales comporte des équipements particuliers, ceux-ci sont décrits en annexe au présent règlement du service.

5.2 L'installation et la mise en service

La Collectivité ou l'Exploitant du service détermine, après contact avec vous, les conditions techniques d'établissement du branchement, en particulier l'emplacement des boîtes de branchement.

Le nombre de branchements à installer par propriété est fixé par l'Exploitant du service. En règle générale, ce nombre est limité à un par propriété et par nature d'eau rejetée dans les réseaux publics.

Si les eaux sont collectées de manière séparée, la propriété doit être équipée de deux branchements spécifiques : un pour les eaux usées domestiques et l'autre pour les eaux pluviales.

Les travaux d'installation du branchement, sont réalisés par l'Exploitant du service après acceptation des conditions techniques et financières. Sauf mention contraire sur le devis, les travaux ne comprennent que le terrassement et la pose nécessaires à la mise en place du branchement à l'exclusion des démolitions, transformations et réfections des aménagements propres à la propriété privée.

L'Exploitant du service est seul habilité à mettre en service le branchement après avoir vérifié la conformité des installations privées. Cette vérification se réalise à tranchées ouvertes par les agents du Service de l'Assainissement à qui vous devez autoriser l'accès à votre propriété privée conformément aux dispositions de l'article L 1331-11 du Code de la Santé Publique.

La pose d'un obturateur est privilégiée lors de la création d'un branchement neuf. Le retrait de l'obturateur pour la mise en service du branchement ne sera effectué qu'après vérification de la conformité des installations intérieures par l'Exploitant du service (non-raccordement des eaux pluviales). En cas de désobstruction sans l'accord de l'Exploitant du service, la remise en place de l'obturateur vous sera facturée.

Lors de la construction d'un nouveau réseau public d'assainissement, la Collectivité peut, pour toutes les propriétés riveraines existantes, exécuter ou faire exécuter d'office la partie des branchements située en domaine public (jusque et y compris le regard de branchement).

Les travaux d'extension ou de renforcement des réseaux sont réalisés par la Collectivité aux conditions définies par cette dernière et adaptées à chaque situation.

Concernant les branchements pour l'évacuation des eaux pluviales, la Collectivité peut vous imposer la construction préalable en propriété privée de dispositifs particuliers de prétraitement (dessableurs, déshuileurs) ou d'ouvrages tels que bêche de stockage, plan d'eau régulateur limitant le débit des rejets.

5.3 Le paiement

Envoyé en préfecture le 15/09/2023

Reçu en préfecture le 15/09/2023

Publié le 15/09/2023

Tous les frais nécessaires à l'installation du branchement (travaux, fournitures, occupation et réfection des chaussées et trottoirs) sont à votre charge.

ID : 084-248400053-20230913-D2023_80-AU

Lorsque la réalisation des travaux lui est confiée, l'Exploitant du service établit préalablement un devis sous 15 jours après réception de votre dossier complet de demande ou après rendez-vous d'étude des lieux si nécessaire en appliquant les tarifs fixés sur le bordereau de prix annexé au contrat de délégation du service public et actualisés en application de ce contrat.

La réalisation des travaux intervient à la date qui vous convient ou au plus tard sous 20 jours après acceptation du devis et obtention des autorisations administratives.

Un acompte sur les travaux de 30% doit être réglé à la signature du devis, le solde devant être acquitté avant la date limite indiquée sur la facture établie à la livraison des travaux.

En cas de défaut de paiement du solde de la facture dans le délai imparti, l'Exploitant du service poursuit le règlement par toutes voies de droit.

Si à l'occasion de la construction d'un nouveau réseau public d'assainissement, la Collectivité exécute ou fait exécuter d'office la partie des branchements située en domaine public, elle peut vous demander le remboursement de tout ou partie des dépenses entraînées par ces travaux.

Lors du raccordement de votre propriété au réseau public d'assainissement, la Collectivité peut vous demander une participation financière qui s'ajoute aux frais de branchements.

Le montant et les conditions de perception de cette participation sont déterminés par la Collectivité.

5.4 L'entretien et le renouvellement

Les travaux d'entretien, de réparations du branchement sont à la charge de l'Exploitant du service. Le renouvellement du branchement est à la charge de l'Exploitant du service ou de la Collectivité.

Ces travaux ne comprennent pas les prestations suivantes, qui restent à la charge du propriétaire ou du syndicat des copropriétaires :

- la remise en état des aménagements réalisés postérieurement à l'installation du branchement, pour la partie située en propriété privée (reconstitution de revêtement, de maçonnerie, de jardins ou espaces aménagés) ;
- le déplacement, la modification ou la suppression du branchement effectué à la demande du propriétaire ou du syndicat des copropriétaires.

En règle générale, les dommages pouvant résulter de l'existence ou du fonctionnement du branchement ne vous incombent pas.

Toutefois, s'il est établi que des dommages résultent d'une faute de votre part, vous supportez les frais de remise en état sur la base des tarifs fixés sur le bordereau des prix annexé au contrat de délégation du service public et la réparation des autres préjudices qui auraient pu résulter de ces dommages.

Vous êtes chargé de la garde et de la surveillance de la partie du branchement située en propriété privée. En conséquence, l'Exploitant du service n'est pas responsable des dommages, notamment aux tiers, résultant d'un sinistre survenant en propriété privée et lié à un défaut de garde ou de surveillance.

En cas d'inobservation du présent règlement ou de risque pour la sécurité, l'Exploitant du service peut exécuter d'office et à vos frais, tous les travaux rendus nécessaires. Sauf cas d'urgence, vous êtes informé préalablement à la réalisation de ces travaux.

5.5 La suppression ou la modification

Lorsque la démolition ou la transformation d'une propriété entraîne la suppression du branchement ou sa modification, les frais correspondants sont à la charge de la personne disposant du permis de démolir ou de construire.

La suppression totale ou la transformation de la partie publique du branchement résultant de la démolition ou de la transformation de l'immeuble sera exécutée par le Service de l'Assainissement.

5.6 Branchement illicites

Un branchement illicite est un branchement réalisé sans demande préalable écrite et sans autorisation auprès du Service de l'Assainissement.

Ces branchements sont interdits et supprimés. La suppression du branchement illicite est réalisée par le Service de l'Assainissement aux frais du propriétaire.

Aucun nouveau branchement ne peut être réalisée avant la suppression de l'ancien. Tout propriétaire ayant réalisé ou fait réaliser un branchement illicite fera l'objet de poursuites.

6. LES INSTALLATIONS PRIVÉES

On appelle "installations privées" les installations de collecte des eaux usées et/ou pluviales situées en amont du regard du branchement.

6.1 Les caractéristiques

La conception et l'établissement des installations privées sont exécutés à vos frais et par l'entrepreneur de votre choix.

Ces installations ne doivent présenter aucun danger pour le Service de l'Assainissement et doivent être conformes aux règles de l'art ainsi qu'aux dispositions du règlement sanitaire départemental.

Vous devez notamment respecter les règles de base suivantes :

- ne pas raccorder entre elles les conduites d'eau potable et les canalisations d'eaux usées et/ou pluviales, ni installer de dispositifs susceptibles de laisser les eaux usées et/ou pluviales pénétrer dans les conduites d'eau potable ou vice-versa,
- ne pas utiliser les descentes de gouttières pour l'évacuation des eaux usées ou assimilées,
- vous assurer que vos installations privées sont conçues pour protéger la propriété contre tout reflux d'eaux usées ou pluviales en provenance du réseau public notamment lors de sa mise en charge (joints et tampons étanches, dispositif anti-refoulement).

De même, vous vous engagez à :

- équiper de siphons tous les dispositifs d'évacuation (équipements sanitaires et ménagers, cuvettes de toilettes, grilles de jardin),
- poser toutes les colonnes de chutes d'eaux usées verticalement et les munir de tuyaux d'évent prolongés au-dessus des parties les plus élevées de la propriété ou de tout dispositif permettant de les maintenir à la pression atmosphérique,
- installer les dispositifs particuliers de prétraitement (dessableur, déshuileur) ou ouvrages prescrits par la Collectivité tels que bêche de stockage ou plan d'eau régulateur limitant les rejets d'eaux pluviales,
- assurer l'accessibilité des descentes de gouttières dès lors qu'elles se trouvent à l'intérieur,
- assurer une collecte séparée des eaux usées et pluviales jusqu'aux regards de branchements.

En particulier, lors de travaux nécessitant de raccorder un équipement (douche, machine à laver) ou une installation (descente de gouttière, grille de cour) veillez à bien respecter les circuits d'évacuation (les eaux usées dans les canalisations d'eaux usées et les eaux pluviales dans celles des eaux pluviales).

L'Exploitant du service doit pouvoir contrôler à tout moment que vos installations privées remplissent bien les conditions requises. Dans le cas où des défauts sont constatés, vous devez y remédier à vos frais.

Les travaux de mise en conformité peuvent être exécutés par l'exploitant du service, à votre demande ou par une entreprise de votre choix.

Dans ce dernier cas, vous devez informer l'exploitant du service de la fin des travaux de mise en conformité. Si nécessaire, une visite de contrôle de la conformité des installations est effectuée. Elle vous est facturée au prix défini en annexe du présent règlement.

Faute de mise en conformité par vos soins, la Collectivité peut, après mise en demeure, procéder ou faire procéder d'office, à vos frais, aux travaux indispensables.

Attention : dès la mise en service d'un branchement raccordé au réseau public d'assainissement, vous devez mettre hors d'état de servir ou de créer des nuisances, les installations d'assainissement autonome (dégraisseurs, fosses, filtres).

6.2 L'entretien et le renouvellement

L'entretien, le renouvellement et le maintien en conformité des installations privées n'incombent pas à l'Exploitant du service. Celui-ci ne peut être tenu pour responsable des dommages causés par l'existence ou le fonctionnement des installations privées ou par leur défaut d'entretien, de renouvellement ou de maintien en conformité.

6.3 Le cas des rétrocessions de réseaux privés

Toute intégration au réseau public d'assainissement de réseaux privés donne lieu à la conclusion d'une convention entre la Collectivité et le propriétaire.

Avant cette intégration, l'Exploitant du service contrôle la conformité d'exécution des réseaux et branchements privés qui doivent répondre aux prescriptions techniques des travaux (fascicule 70) et au cahier des prescriptions techniques de la Collectivité.

Dans le cas où des désordres sont constatés par l'Exploitant du service, les travaux de mise en conformité sont effectués par les soins et aux frais du propriétaire.

6.4 Les contrôles de conformité

En vertu de l'article L.1331-11 du Code de la Santé Publique, les agents du Service de l'Assainissement ont accès aux propriétés privées.

Le service de l'Assainissement peut vérifier la conformité des installations intérieures ainsi que leur bon état d'entretien. Dans le cas où des défauts sont constatés, le propriétaire soit y remédier à ses frais.

Ces contrôles peuvent être repris ultérieurement à tout moment.

L'autorité compétence pourra exercer son pouvoir de police à l'encontre du propriétaire non-conforme.

Les contrôles de conformité des installations privées, effectués par l'Exploitant du Service à la demande des propriétaires ou de leurs notaires dans le cadre d'une mutation ou vente de propriété, sont facturés au demandeur selon le tarif indiqué en annexe au présent règlement de service.

7. DISPOSITIONS D'APPLICATION

7.1 Date d'application

Le présent règlement prend effet à dater du 01/01/2022 et se substitue de plein droit à tout règlement antérieur.

7.2 Modifications du règlement

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées par la Collectivité.

Ces modifications seront portées à la connaissance des usagers du service par affichage dans les locaux de la Collectivité et vous sont communiquées à l'occasion de la facture la plus proche.

7.3 Approbation du règlement

Le présent règlement du service a été délibéré et voté par le Comité Syndical dans sa séance du 30 septembre 2021.

Signé :

Le Président,

ANNEXE N°1

TARIF DES PRESTATIONS CLIENTÈLE AU 01/01/2022

La présente annexe précise le montant des frais divers tels que décidés par la Collectivité. Les tarifs indiqués sont ceux actualisés sur la dernière période de révision des prix et évoluent de la façon suivante :

$$K_n = 0,20 + 0,416 \frac{ICHT - E_n}{ICHT - E_0} + 0,068 \frac{010534766_n}{010534766_0} + 0,131 \frac{TP10 - A_n}{TP10 - A_0} + 0,185 \frac{FSD2_n}{FSD2_0}$$

Les indices sont représentatifs de la nature de charge constituant le prix du service (ICHTE-E : main d'œuvre, 010534766 : électricité, FSD2 : service divers et TP10a : travaux). La pondération dans la formule de révision des prix est représentative de leur « poids » dans le compte de charges du service. Sur simple appel téléphonique auprès de l'Exploitant du service, vous pouvez prendre connaissance des derniers tarifs en vigueur.

DESIGNATION DE LA NATURE DE LA PRESTATION CLIENTÈLE	Prix Unitaire HT 01/01/2022
Accès au service pour les usagers en assainissement seul	
Accès au service sans déplacement (uniquement)	45.00
Autres services clientèle	
Frais d'ouverture du branchement (équipé de pelle obturatrice) et contrôle de la conformité du branchement au réseau d'assainissement y compris les installations intérieures dans le cadre de la création d'un branchement neuf (à inclure au BPU travaux car facturé sur le devis branchement neuf)	210.00
Edition duplicata de facture (1 ^{ère} demande gratuite), par demande supplémentaire	6.00
Relevé individuel convoqué de compteur de forage suite à non relevé sur 2 périodes consécutives ou relevé individuel du compteur forage à la demande de l'utilisateur en dehors d'une tournée de relève	55.00
Non-respect du règlement	
Pénalité de retard de paiement	25.00
Rejet du moyen de paiement (TIP, chèque ou prélèvement) par rejet	2.50
Indemnité forfaitaire de recouvrement pour un usager professionnel et collectivité (1)	42.00
Intérêts moratoires facturés à un usager particulier, à compter de la deuxième relance en supplément de la pénalité ci-dessus mentionnée et calculés dès le jour suivant la date limite de paiement figurant sur la facture	Intérêt légal augmenté de 5 points
Intérêts moratoires facturés à une collectivité, administration et commune, à compter de la deuxième relance en supplément de la pénalité ci-dessus mentionnée et calculés dès le jour suivant la date limite de paiement figurant sur la facture (1)	Taux de refinancement de la BCE + 8 points
Intérêts moratoires facturés à un usager professionnel, à compter de la deuxième relance en supplément de la pénalité ci-dessus mentionnée et calculés dès le jour suivant la date limite de paiement figurant sur la facture (1)	Taux de refinancement de la BCE + 12 points
Pénalité pour résiliation de l'abonnement aux torts de l'utilisateur (2)	32.00
Pénalité pour occupant absent malgré confirmation e RDV	40.00
Déplacement à tort ou honoré et non justifié en astreinte nuit et jour férié (majoration 100 %)	80.00
Pénalité journalière pour non mise en conformité par l'utilisateur de ses installations privées, à l'expiration du délai de mise en conformité imparti par la Collectivité (2)	10.00
Diverses interventions à votre domicile	
Réouverture ou fermeture du branchement (remise en place de l'obturateur)	60.00
Forfait déplacement chez l'utilisateur pour toute intervention autre que celles prévues dans la présente annexe	57.71
Contrôle d'une nouvelle installation réalisée par un tiers (les contrôles de conformité des installations privées d'assainissement sont facturés aux demandeurs)	
Contrôle de la conformité du branchement au réseau d'assainissement y compris les installations intérieures dans le cadre de la cession d'un bien immobilier	215,00
Contre visite de contrôle de conformité du branchement (2 ^{ème} visite)	80,00
Contrôle de raccordement au réseau d'assainissement pour plusieurs appartements en sus du branchement de l'immeuble	80,00
Contrôle de la conformité du branchement pour les biens spécifiques	Sur devis
Information sur les devis travaux	
Acompte sur travaux de branchement neuf	30 %

(1) Tout professionnel ou toute collectivité en situation de retard de paiement devient de plein droit débiteur, à l'égard de son créancier, d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros, outre des pénalités de retard fixées au taux défini ci-dessus. Les pénalités de retard sont exigibles sans qu'un rappel soit nécessaire dès le jour suivant la date de limite de paiement figurant sur la facture.

(2) Pénalité : son paiement n'exonère pas l'utilisateur, auteur d'une infraction au règlement du service de l'eau, des poursuites judiciaires éventuelles, de la réparation du préjudice réel subi par l'Exploitant et la Collectivité et des frais, le cas échéant, de remplacement du compteur ou de réparation du branchement.

ANNEXE N°2

UNITÉS DE LOGEMENT SELON LES DIFFÉRENTES CATÉGORIES D'USAGERS

CATÉGORIES D'USAGERS	NOMBRE D'UNITÉS DE LOGEMENT
USAGERS ASSURANT UN HEBERGEMENT TOURISTIQUE	
<p>Toute installation qui régulièrement ou occasionnellement pourvoit à l'hébergement de touristes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Hôtels ■ Campings ■ Résidences avec service hôtelier ■ Résidences de tourisme ■ Gîtes ■ Chambres d'hôtes ■ Hébergements collectifs de tourisme ■ Refuges ■ Auberges de jeunesse ■ Centre de villégiature ■ etc. ... 	<p>1 unité de logement pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Complexe hôteliers, chambre d'hôtes, résidences de touristes : <ul style="list-style-type: none"> ○ 1 UL pour 12 chambres ○ 1 UL pour 12 bungalow ou appartements individuels ■ Hôtellerie de plein air (campings) : <ul style="list-style-type: none"> ○ 1 UL pour 12 mobil homes ○ 1 UL pour 12 emplacements ■ Meublés et gîtes : <ul style="list-style-type: none"> ○ 1 UL par meublé/gîte <p>En l'absence d'une déclaration et/ou d'une connaissance de la capacité d'un établissement, les règles suivantes seront appliquées (sur la base des statistiques INSEE actuelles et du référentiel utilisé par l'office départemental de tourisme) :</p>
USAGERS DOMESTIQUES	
<ul style="list-style-type: none"> ■ Résidence principale ■ Résidence secondaire 	<p>1 unité de logement par logement</p>
AUTRES CATEGORIES D'USAGERS NON DOMESTIQUES	
<ul style="list-style-type: none"> ■ Commerces ■ Entreprises ■ Restaurants 	<p>X unités de logement par usager</p> <p>Dans le cas d'un ensemble commercial ou d'entreprises, la règle de calcul sera de X unités de logement par commerce ou entreprise.</p>

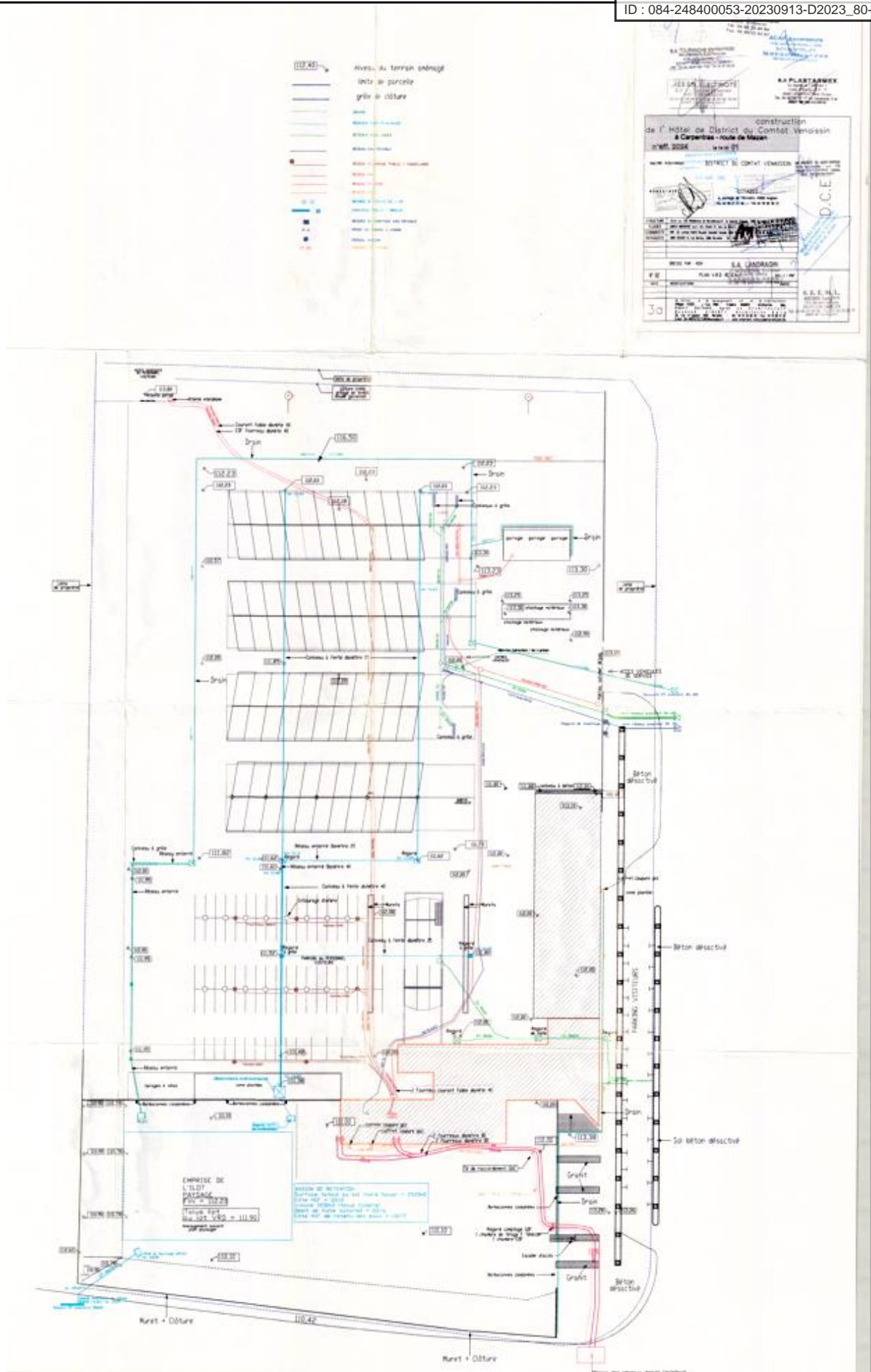
ANNEXE N°3

DEFINITION DES ACTIVITES IMPLIQUANT DES UTILISATIONS DE L'EAU ASSIMILABLES AUX UTILISATIONS DESTINEES A DES FINS DOMESTIQUES

Les personnes abonnées au service d'eau potable ou disposant d'un forage pour leur alimentation en eau dont les activités impliquent des utilisations de l'eau assimilables aux utilisations de l'eau à des fins domestiques sont celles dont les locaux où a lieu la livraison d'eau permettent l'exercice des activités suivantes :

- des activités de commerce de détail, c'est-à-dire de vente au public de biens neufs ou d'occasion essentiellement destinés à la consommation des particuliers ou des ménages ;
- des activités de services contribuant aux soins d'hygiène des personnes, laveries automatiques, nettoyage à sec de vêtements, coiffure, établissements de bains-douches ;
- des activités d'hôtellerie, résidences de tourisme, camping et caravanage, parcs résidentiels de loisirs, centres de soins médicaux ou sociaux pour de courts ou de longs séjours, congrégations religieuses, hébergement de militaires, hébergement d'étudiants ou de travailleurs pour de longs séjours, centres pénitenciers ;
- des activités de services et d'administration pour lesquelles les pollutions de l'eau résultent principalement des besoins visés à l'article R. 213-48-1 du code de l'environnement ;
- activités de restauration, qu'il s'agisse de restaurants traditionnels, de self-services ou d'établissements proposant des plats à emporter ;
- activités d'édition à l'exclusion de la réalisation des supports ;
- activités de production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision, d'enregistrement sonore et d'édition musicale, de production et de diffusion de radio et de télévision, de télédiffusion, de traitement, d'hébergement et de recherche de données
- activités de programmation et de conseil en informatique et autres services professionnels et techniques de nature informatique ;
- activités administratives et financières de commerce de gros, de poste et de courrier, de services financiers et d'assurances, de services de caisses de retraite, de services juridiques et comptables, activités immobilières ;
- activités de sièges sociaux ;
- activités de services au public ou aux industries comme les activités d'architecture et d'ingénierie, activités de contrôle et d'analyses techniques, activités de publicité et d'études de marché, activités de fournitures de contrats de location et de location bail, activités de service dans le domaine de l'emploi, activités des agences de voyage et des services de réservation ;
- activités d'enseignement ;
- activités de services d'action sociale, d'administrations publiques et de sécurité sociale, ainsi que les activités administratives d'organisations associatives et d'organisations ou d'organismes extraterritoriaux ;
- activités pour la santé humaine, à l'exclusion des hôpitaux généraux et spécialisés en médecine ou chirurgie ;
- activités de services en matière de culture et de divertissement, y compris les bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles ;
- activités d'exploitation d'installations de jeux de hasard ;
- activités sportives, récréatives et de loisirs ;
- activités des locaux permettant l'accueil de voyageurs.

Annexe 3 : Plan de masse des installations



Annexe 4 : Descriptif du système de prétraitement

Un séparateur hydrocarbure entretenu régulièrement
au minimum une fois par an

SAS

S²LOW

Annexe 5 : Avis de circonstances exceptionnelles

Date/heure :

Destinataires : ☒ **Collectivité** : Syndicat Rhône Ventoux

Fax n° 04 90 63 52 95

☒ **Exploitant** : SUEZ – Agence Vaucluse Alpilles

Mail : contact@rhone-ventoux.fr

Tél 0977 401 136 (24h/24 et 7j/7)

Fax n° 04 90 60 64 39

Mail : reund84@suez.com

De : Mme Jacqueline BOUYAC

Responsable de l'établissement : LA COVE

**OBJET : Rejet d'effluents non domestiques dans le réseau d'eaux usées
de la Ville de « Carpentras » :
Procédure « information : circonstances exceptionnelles »**

Mesdames, Messieurs,

Nous tenons à vous informer d'une circonstance exceptionnelle affectant le rejet de nos eaux usées non domestiques vers le réseau d'assainissement de la Ville de « Carpentras » :

Nature : circonstance exceptionnelle : ☐ prévisible : entretien / réparation ...
☐ imprévisible : accident / incident / pollution

Description : ☐ équipements électromécaniques :
☐ prétraitements :
☐ typologie des eaux brutes :
☐ augmentation de l'activité :
☐ rejet direct au milieu naturel :
☐ autre :

Précisions :

Conséquences prévisibles : - durée : (dates) :
- estimation du flux polluant rejeté :

Dispositions complémentaires : merci de nous communiquer vos observations

☐ **renforcement de la surveillance** : - paramètres :
- période :

☐ **mesures compensatoires** :

Restant à votre disposition pour toutes précisions que vous pourriez souhaiter, veuillez agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de nos salutations distinguées.

Le Responsable de l'Etablissement.

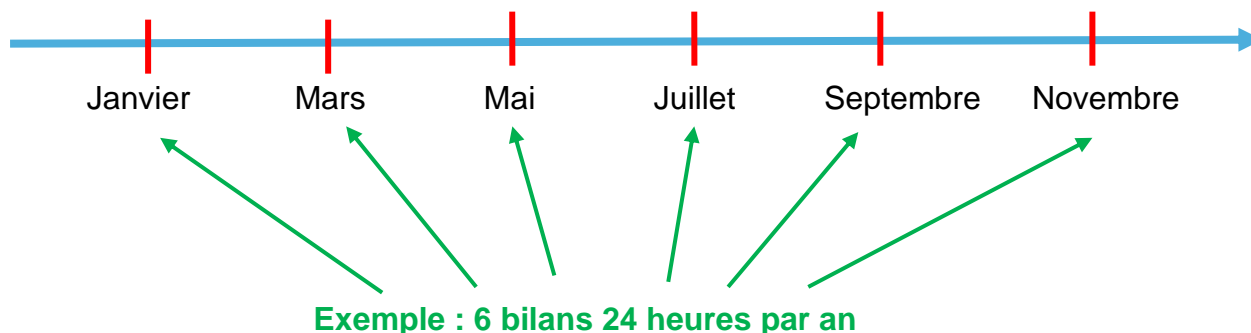
Annexe 6 : Données initiales

[illegible]

SAS

S²LOW

Annexe 7 : Autosurveillance



RECAPITULATIF : l'analyse des paramètres ci-dessous sera réalisée selon la fréquence suivante :

Paramètres	Fréquence
Volume	6 bilans débit - pollution réalisés sur 24 heures par an
pH et T° C in situ	
DBO ₅	
DCO	
MEST	
Azote de Kjeldahl (NTK)	
Phosphore total (Ptot)	
SEH	
HCT	
Conductivité	
Cuivre	1 fois par an en même temps qu'un bilan débit pollution réalisé sur 24 heures
Plomb	
Zinc	
Alkylphénols	
Tributylétain Cation	
DEHP	

« Dans la cadre de la réglementation RSDE et en fonction des résultats obtenus lors des études en cours, une liste complémentaire ou modifiée de paramètres pourra être transmise. »